



# 2019 Rapport annuel

Fonds fiduciaire  
d'urgence de l'UE  
pour l'Afrique

# 2019 Rapport annuel

Fonds fiduciaire  
d'urgence de l'UE  
pour l'Afrique



### Commission Européenne

#### Fonds fiduciaire de l'Union Européenne pour l'Afrique

**Adresse:** Rue de la Loi 41, B-1049 Brussels

**Téléphone:** +32 (0) 2 299 11 11

**Courriel:** europeaid-eutf-africa@ec.europa.eu

**Website:** ec.europa.eu/trustfundforafrica

### Crédits

© Union Européenne, 2020

**Conception et mise en page:** Pomilio Blumm srl

**Page de couverture:** © UNHCR 2018

*Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.*

*Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.*

*Ni la Commission européenne ni aucune autre personne agissant en son nom ne saurait être tenue responsable de l'utilisation qui pourrait être fait des informations contenues dans la présente publication.*

### Office des publications de l'Union européenne, 2020

2020 – 56 p. – 21x29.7 cm

**Numéro de catalogue:** MN-BE-20-001-FR-N

**ISBN:** 978-92-76-17575-9

**doi:** 10.2841/98888

**ISSN:** 2599-6193

Imprimé en Belgique, Mars 2020

# Table des matières

Liste des abréviations.....	4
Résumé Executif .....	6
<b>CHAPITRE 1</b>	
<b>APERÇU.....</b>	<b>8</b>
1.1 2019 en un coup d'œil.....	9
1.2 Aperçu Financier .....	11
1.3 Etat d'avancement de la mise en oeuvre.....	13
1.4 Activités de recherche, suivi et évaluation.....	15
1.5 Communication.....	18
<b>CHAPITRE 2</b>	
<b>ORIENTATIONS STRATÉGIQUES, MISE EN ŒUVRE ET RÉSULTATS.....</b>	<b>19</b>
2.1 Sahel & lac Tchad.....	20
2.1.1 La région en un coup d'œil.....	22
2.1.2 Principaux résultats obtenus dans la région .....	23
2.1.3 Adoption de nouveaux programmes FFUE en 2019 .....	25
2.2 Corne de l'Afrique.....	26
2.2.1 La région en un coup d'œil.....	28
2.2.2 Principaux résultats obtenus dans la région .....	29
2.2.3 Adoption de nouveaux programmes FFUE en 2019 .....	30
2.3 Afrique du Nord.....	32
2.3.1 La région en un coup d'œil.....	34
2.3.2 Principaux résultats obtenus dans la région .....	35
2.3.3 Adoption de nouveaux programmes FFUE en 2019 .....	38
<b>CHAPITRE 3</b>	
<b>RAPPORT FINANCIER.....</b>	<b>39</b>
<b>CHAPITRE 4</b>	
<b>GESTION ET CONTRÔLE INTERNE.....</b>	<b>46</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>51</b>
Annexe I: Liste des programmes adoptés en 2019 (€).....	52
Annexe II: Contrats signés en 2019 par fenêtre et par pays .....	55
Annexe III: Contrats signés avec des agences des États membres.....	56
Annexe IV: Contrats signés avec des organismes des Nations Unies.....	56

# Liste des abréviations

AFD	Agence Française de Développement
AICS	Agenzia Italiana per la Cooperazione allo Sviluppo
BM	Banque Mondiale
BMZ	Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung
CCE	Cour des comptes européenne
CESVI	Cooperazione e sviluppo
CIVIPOL	Opérateur de Coopération Technique Internationale du Ministère de l'Intérieur
DFID	United Kingdom Department for International Development
DG DEVCO	Direction générale pour la Coopération internationale et le Développement
DG ECHO	Direction générale pour la Protection civile et opérations d'aide humanitaire européennes
DG HOME	Direction générale pour la migration et les Affaires intérieures
DG NEAR	Direction générale pour la Politique européenne de Voisinage et les négociations d'élargissement
DIHR	Danish Institute for Human Rights
ECOWAS	Economic Community of West African States
ENABEL	Agence Belge de Développement
ETM	Mécanisme de transit et d'évacuation du HCR
FAMI	Fonds Asile Migration Intégration
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
FED	Fonds européen de développement
FENU	Fonds d'équipement des Nations Unies
FIDA	Fonds international de développement agricole
FIIAPP	Fundación Internacional y para Iberoamérica de Administración y Políticas Públicas
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés

IAS	Service d'audit interne
ICD	Instrument de Coopération au Développement
ICMPD	International Centre for Migration Policy Development
IEV	Instrument européen pour le Voisinage
IGAD	Autorité Intergouvernementale pour le Développement
IMC	International Medical Corps
ITC	Centre du commerce international
LuxDev	Luxembourg Development Cooperation Agency
MSMDA	Egyptian Micro, Small and Medium Enterprises Development Agency
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIT	Organisation internationale du travail
OLAF	European Anti-Fraud Office
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONUDI	Organisation des Nations unies pour le développement industriel
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
RUSI	Royal United Services Institute
UN-Habitat	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNODC	Office des Nations unies contre la drogue et le crime
UNOPS	Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets
WB	World Bank
WFP	World Food Programme
WHO	World Health Organization

# Résumé Exécutif

En 2019, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique (FFUE) a de nouveau démontré sa rapidité et son efficacité en tant qu'outil de mise en œuvre, notamment en facilitant le dialogue politique avec les pays partenaires africains, en appliquant des approches novatrices et en produisant des résultats tangibles dans les trois régions du Fonds (Sahel et lac Tchad, Corne de l'Afrique et Afrique du Nord). Il a par ailleurs permis de regrouper les financements et l'expertise d'un large éventail de parties prenantes.

Le FFUE a encore consolidé ses réalisations en partenariat les États membres et leurs agences de coopération au développement, les organisations des Nations unies, les organisations non-gouvernementales (ONG) et les pays partenaires, avec l'approbation de 36 programmes supplémentaires et 16 augmentations budgétaires dans les trois régions pour un total de 851 millions d'euros. Cela porte le nombre total de programmes approuvés à 224, pour un budget total de 4,4 milliards d'euros. De nouveaux contrats d'une valeur de 951 millions d'euros ont été signés en 2019 avec les partenaires de mise en œuvre, ce qui porte le montant total des contrats signés à 3,4 milliards d'euros. À la fin de 2019, les paiements avaient atteint environ 2 milliards d'euros.

En 2019, le FFUE a continué à favoriser, d'une part, la stabilité et à traiter, d'autre part, les causes profondes des déplacements forcés et des migrations irrégulières dans les régions du Sahel et du lac Tchad, de la Corne de l'Afrique et de l'Afrique du Nord. Le FFUE a poursuivi une approche équilibrée pour faire face aux défis des migrations irrégulières, en se concentrant sur les domaines d'intérêt mutuel pour l'UE et l'Afrique. Ceci inclut notamment la lutte contre les trafics de migrants et la traite des êtres humains, ainsi que le soutien au retour volontaire et à la réintégration durable des migrants dans leur pays d'origine.

La répartition des fonds par objectif stratégique à la fin de 2019 est très similaire à ce qu'elle était à la fin de 2018. 45% des fonds approuvés ont été alloués à des actions visant à renforcer la

résilience des communautés touchées et à créer des opportunités économiques et d'emploi, tandis que 31% ont été consacrés à l'amélioration de la gestion des migrations et 21% à l'amélioration de la gouvernance et à la prévention des conflits. Un aperçu des résultats concrets obtenus par le FFUE est disponible au chapitre 2 du présent rapport.

Au cours de l'année écoulée, le FFUE a bénéficié d'un soutien financier supplémentaire pour un total de 486,6 millions d'euros, dont 101 millions d'euros proviennent des États membres de l'UE et d'autres bailleurs de fonds. En conséquence, les ressources globales allouées au FFUE au 31 décembre 2019 s'élevaient à presque 4,7 milliards d'euros, dont 590 millions d'euros fournis par les États membres de l'UE et d'autres donateurs (Norvège et Suisse).

Le FFUE a continué à travailler en partenariat étroit avec un large éventail de partenaires de mise en œuvre (agences des États membres, organisations des Nations unies et internationales, ONG locales et internationales) selon les mêmes principes qu'en 2018.

Le FFUE a également pris des mesures pour mettre en œuvre les recommandations formulées par la Cour des comptes européenne dans son rapport spécial publié à la fin de 2018. En particulier, la Commission a renforcé la transparence et l'approche fondée sur les faits du Fonds fiduciaire pour l'Afrique, notamment en adoptant un cadre d'évaluation des risques et en revoyant les cadres opérationnels des trois régions initialement adoptés en 2016.

Tout au long de l'année, les rapports du système de suivi et d'apprentissage (MLS) pour le Sahel et le lac Tchad et la Corne de l'Afrique ont continué à montrer les résultats tangibles obtenus par le FFUE dans différents domaines. La région de l'Afrique du Nord a mis en place son cadre de suivi et d'apprentissage afin de piloter le FFUE dans la région et d'assurer la transparence. Son premier rapport, publié en septembre 2019, est maintenant disponible sur le site web du FFUE, ainsi que les rapports des systèmes de suivi et d'apprentissage des deux autres régions.

Au cours de l'année, l'évaluation à mi-parcours du FFUE a bien progressé. 50 programmes et six pays ont été sélectionnés pour une revue approfondie: le Sénégal, le Niger, l'Éthiopie, la Somalie, la Libye et le Maroc. Le rapport final de l'évaluation à mi-parcours est prévu pour avril 2020.

Le Fonds a maintenu un haut niveau de transparence en mettant régulièrement à jour le site web<sup>1</sup> du FFUE, en publiant des articles sur les médias sociaux et en organisant des événements de communication tels que deux expositions de photos.

La **région du Sahel et du lac Tchad** a continué de faire face à des défis humanitaires, de développement, environnementaux et de sécurité, en particulier au Mali, au Burkina Faso et dans la région du Lac Tchad où la situation se détériore. Le FFUE a approuvé de nouveaux programmes pour un montant total de 302,1 millions d'euros, contribuant ainsi aux efforts de stabilisation dans la région, qui renforceront le lien entre l'aide humanitaire, le développement et la paix. Plus de 70% des fonds approuvés contribueront à renforcer la résilience et à améliorer la gouvernance et la sécurité dans la région. Environ 20% contribueront en outre à l'initiative UE-OIM et au Mécanisme de Transit d'Urgence (ETM) du HCR qui soutiendra les migrants et les réfugiés les plus vulnérables jusqu'à la fin de 2020. Le reste du financement contribuera à stimuler l'emploi et les entreprises dans le secteur de l'environnement.

Malgré des développements politiques positifs tels que le rapprochement entre l'Éthiopie et l'Érythrée, et l'évolution de la situation au Soudan, la **région de la Corne de l'Afrique** est toujours confrontée à des défis multidimensionnels. Les conditions de vie restent désastreuses, et trouver des solutions durables pour les réfugiés et les personnes déplacées reste une priorité. Pour relever ces défis, le FFUE a approuvé de nouveaux programmes pour un montant total

de 324,4 millions d'euros, qui apporteront un soutien supplémentaire aux populations les plus vulnérables, notamment les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur du pays. Ces programmes favoriseront la stabilité politique et économique et amélioreront la gestion des migrations. En particulier, le FFUE a approuvé cinq nouveaux programmes qui apportent un soutien supplémentaire au Pacte Mondial pour les réfugiés dans la région.

La **région de l'Afrique du Nord** a été confrontée à des défis nécessitant une réponse globale de l'UE pour sauver des vies, protéger les plus vulnérables, soutenir les communautés d'accueil et offrir des possibilités de mobilité en toute sécurité. En 2019, le FFUE a approuvé de nouvelles actions, comprenant des augmentations budgétaires pour un montant total de 224,8 millions d'euros<sup>2</sup>. Quatre de ces programmes apporteront un soutien supplémentaire à la Libye: (i) renforcement des activités de protection; (ii) amélioration des infrastructures sociales; (iii) développement des activités de stabilisation communautaire; (iv) renforcement de la résilience des populations locales et des migrants; et (v) soutien au retour humanitaire volontaire des migrants bloqués. Un important programme d'appui budgétaire aidera le Maroc à contrôler ses frontières et à lutter contre le trafic de migrants. En outre, des programmes régionaux adoptés récemment contribueront à renforcer la résilience des personnes dans le besoin, à soutenir les droits des réfugiés et des demandeurs d'asile, à promouvoir les investissements de la diaspora dans les pays d'origine et à favoriser davantage la mobilité de la main-d'œuvre pour faire progresser la migration légale. Un complément au mécanisme de coopération technique a également été approuvé.

Les deux dernières sections du rapport annuel présentent le rapport financier pour 2019 et donnent un aperçu des systèmes de gestion et de contrôle interne en place.

1 <https://ec.europa.eu/trustfundforafrica>

2 Ce montant comprend une augmentation de 4 millions d'euros qui a été ajoutée en 2019 à un programme adopté en 2018 "Soutien à la gestion intégrée des frontières et des migrations" pour le Maroc.





# CHAPITRE 1

## APERÇU



# 1.1 2019 en un coup d'œil

En 2019, le FFUE a continué à favoriser, d'une part, la stabilité et à traiter, d'autre part, les causes profondes des déplacements forcés et des migrations irrégulières. Les activités dans la région du Sahel et du lac Tchad sont restées profondément ancrées dans une approche intégrée visant à garantir et à soutenir un développement durable et inclusif. Dans cette optique, le FFUE travaille en cohérence avec la Stratégie de l'UE pour la Sécurité et le Développement dans le Sahel<sup>3</sup> et en partenariat avec le G5 Sahel et les organisations régionales. La situation sécuritaire et humanitaire dans plusieurs pays de la région s'est encore détériorée au cours de l'année, avec une augmentation des attaques meurtrières, une recrudescence de la violence, une faible présence de l'État dans différentes régions et des allégations de violations des droits de l'homme. Les personnes déplacées internes (IDP) et les nombres de réfugiés dans la région ont également augmenté.

La région de la Corne de l'Afrique est toujours confrontée à une crise majeure de déplacement, accueillant un grand nombre de réfugiés et de déplacés internes. Des défis tels que la croissance démographique, le changement climatique et les sécheresses récurrentes ont généré des vulnérabilités, conduisant à des conflits, à l'instabilité et à une recrudescence du crime organisé. L'année dernière, la région a cependant connu des développements positifs tels que l'accord conclu entre l'Éthiopie et l'Érythrée pour mettre fin à leur conflit de longue date ou la formation d'un gouvernement de transition suite à l'éviction du président Bashir au Soudan. La mise en œuvre du Nexus aide humanitaire, développement et paix en Ouganda et au Soudan, ainsi que le soutien global apporté en réponse aux environnements difficiles au Soudan, au Soudan du Sud et en Somalie ont contribué à atténuer les besoins croissants des populations vulnérables et à stabiliser la situation dans ces pays. Le premier programme du FFUE en Érythrée a été approuvé début 2019 et est en cours de mise en œuvre. Son objectif est de promouvoir l'intégration économique régionale et de soutenir la déclaration de paix avec l'Éthiopie.

En ce qui concerne les tendances migratoires, les chiffres globaux relatifs aux passages irréguliers des frontières vers l'UE le long des routes de

Méditerranée centrale et occidentale ont continué à baisser en 2019. A la fin de décembre 2019, le nombre de passages de frontières depuis la route de Méditerranée centrale s'élevait à 13.760, révélant une baisse significative par rapport aux chiffres annuels de 2018 (23.485). L'itinéraire de la Méditerranée occidentale affiche une tendance similaire (diminution d'environ 50%), bien qu'il soit resté l'itinéraire le plus fréquenté vers l'Europe en 2019, avec 23.733 passages de frontières détectés en décembre.

Malgré ces importants défis, le FFUE a démontré son utilité, avec 36 programmes supplémentaires et 16 augmentations budgétaires approuvés pour un total de 851 millions d'euros. Les projets entamés au cours des années précédentes ont continué à être mis en œuvre sans difficulté et des résultats prometteurs ont été obtenus dans les différents domaines de travail. Le FFUE a également facilité le dialogue politique avec certains pays africains. Il a continué à suivre une approche équilibrée en affrontant les défis de la migration irrégulière, en se concentrant sur des



<sup>3</sup> [https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage\\_en/3947/Strategy%20for%20Security%20and%20Development%20in%20the%20Sahel](https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage_en/3947/Strategy%20for%20Security%20and%20Development%20in%20the%20Sahel)

domaines d'intérêt mutuel pour l'UE et l'Afrique. Il s'agit notamment de s'attaquer aux causes profondes des migrations irrégulières et des déplacements forcés, de lutter contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains, et de faciliter le retour et la réintégration durable des migrants dans leur pays d'origine.

En outre, le Fonds Fiduciaire pour l'Afrique a encore augmenté sa collaboration avec les initiatives et partenariats régionaux afin d'améliorer les conditions dans les pays partenaires et, en fin de compte, le bien-être des populations vulnérables. Par exemple, en 2019, le FFUE a soutenu l'Alliance pour le Sahel<sup>4</sup> en apportant un soutien financier à l'Unité de coordination de l'Alliance. Cela a permis de renforcer la coordination entre le FFUE, les pays partenaires et le G5 Sahel. Cela a également permis à l'UE et aux donateurs du FFUE de s'engager plus activement dans le soutien direct aux zones les plus vulnérables et les plus instables du Sahel.

En matière de politique migratoire, la Commission a adopté en octobre 2019 une communication intitulée "*Rapport d'avancement sur la mise en œuvre de l'agenda européen sur la migration*"<sup>5</sup>. La communication met en évidence la baisse continue du nombre de migrants irréguliers et de demandeurs d'asile vers l'UE, mais souligne également les défis actuels liés aux migrations, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'UE. La communication souligne le rôle du financement dans la mise en œuvre des politiques de l'UE, mais aussi dans la solidarité de l'UE.

En ce qui concerne les dialogues régionaux, deux réunions de hauts fonctionnaires ont été organisées dans le cadre des processus de Rabat et de Khartoum respectivement.

Dans le cadre du processus de Rabat, soutenu par un grand nombre de parties prenantes, dont la Commission européenne, la réunion qui s'est tenue au Burkina Faso a rassemblé 25 pays africains (dont la Libye et l'Algérie en tant qu'observateurs), 14 États membres de l'UE et des organisations régionales partenaires (CEDEAO) et des observateurs (HCR et OIM). La réunion a lancé la mise en œuvre du plan d'action de Marrakech (2018-2020<sup>6</sup>), alignée sur les cinq domaines du plan d'action conjoint de La Valette (PACV).

Assumant la présidence du processus de Khartoum, l'Érythrée a accueilli une réunion de hauts fonctionnaires à Asmara, en Érythrée, en mars 2019. L'objectif de la réunion était de présenter le plan de travail pour 2019 et de lancer les préparatifs pour la mise à jour du PACV comme convenu en novembre 2018. En outre, la réunion a abouti à la décision d'entamer un processus de planification pluriannuelle pour assurer la continuité entre les présidences.

En mars, les ministres des pays de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) ont signé la déclaration de Kampala sur l'emploi, les moyens de subsistance et l'autonomie des réfugiés, des rapatriés et des communautés d'accueil, conformément au déploiement régional du Cadre d'action global pour les réfugiés soutenu par le FFUE.

Au niveau mondial, l'UE a participé activement au Forum mondial des réfugiés qui s'est tenu à Genève en décembre 2019. L'UE a affirmé son ferme engagement en faveur d'une réponse multilatérale aux problèmes mondiaux tels que les déplacements forcés, en s'appuyant sur l'Agenda européen pour les migrations de 2015. Elle a également démontré l'ampleur des efforts déployés par l'UE pour soutenir les réfugiés et les pays d'accueil dans le monde entier depuis 2016, en particulier par l'intermédiaire du FFUE. L'UE a déclaré son ambition de continuer à approfondir son engagement conformément aux lignes directrices de la stratégie politique du nouveau président de la Commission.

La Task force conjointe UA-UE-ONU a continué à s'occuper de la situation des migrants et des réfugiés en Libye. En conséquence directe de cette coopération, en collaboration avec le gouvernement du Rwanda et l'Union Africaine ainsi qu'avec le support du FFUE, le Mécanisme de Transit d'Urgence pour la Libye a été élargi pour inclure les évacuations vers le Rwanda à la fin de 2019<sup>7</sup>.

Dans le même temps, une réunion de haut niveau du Dialogue sur la migration et la mobilité de continent à continent Afrique-Europe (C2CMMD), qui s'est tenue à Nairobi, a examiné d'autres actions possibles jusqu'au Sommet UE-UA de 2020.

4 Une plateforme de coopération internationale lancée en 2017 visant à renforcer la stabilité et le développement mondial de la région du Sahel

5 [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/IP\\_19\\_6075](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/IP_19_6075).

6 <https://www.rabat-process.org/en/in-action/news/374-rabat-process-2019-2020-calendar-of-activities-meetings-milestones>.

7 [https://ec.europa.eu/europeaid/news-and-events/rwanda-eu-provides-eu103-million-life-saving-refugee-support-measures\\_en](https://ec.europa.eu/europeaid/news-and-events/rwanda-eu-provides-eu103-million-life-saving-refugee-support-measures_en).

## 1.2 Aperçu Financier

Au 31 Décembre 2019, les ressources allouées au FFUE s'élevaient à presque 4,7 milliards d'euros. Ce montant comprend::

- ▶ 3,1 milliard d'euros du Fonds européen de développement (FED);
- ▶ 956,5 millions du budget de l'UE comprenant l'Instrument de Coopération au Développement (ICD), l'Instrument Européen de Voisinage (IEV) et les fonds de la Direction Générale des Opérations Européennes de Protection Civile et d'Aide Humanitaire (DG ECHO);
- ▶ 590,5 millions d'euros provenant des États membres de l'UE et d'autres donateurs (Suisse et Norvège).

Les ressources globales du FFUE ont augmenté de près de 487 millions d'euros en 2019. Le FFUE a reçu 15 nouvelles contributions des États membres de l'UE et d'autres donateurs, pour un montant total de 101 millions d'euros. Toutes les promesses faites par les États membres de l'UE et les autres donateurs en 2019 ont été certifiées à la fin de l'année.

Fig. 1 Ressources financières du FFUE au 31 Décembre 2019 (million d'euros)

États membres de l'UE, Norvège et Suisse

590,5 (+101,0)

FED

3.149,3 (+184,8)

BUDGET UE

956,5 (+200,8)

TOTAL

4.696,2 (+486,6)

Contributions fin 2018

Contributions en 2019





# 1.3 Etat d'avancement de la mise en oeuvre

En 2019, le Fonds Fiduciaire pour l'Afrique a approuvé 36 nouvelles actions et 16 augmentations budgétaires dans les trois régions pour un total de 851 millions d'euros: 17 pour le Sahel et le lac Tchad, 24 pour la Corne de l'Afrique et 11 pour l'Afrique du Nord. Cela porte le nombre total d'actions approuvées à la fin de 2019 à 223, pour un montant de 4,4 milliards d'euros, répartis comme suit:

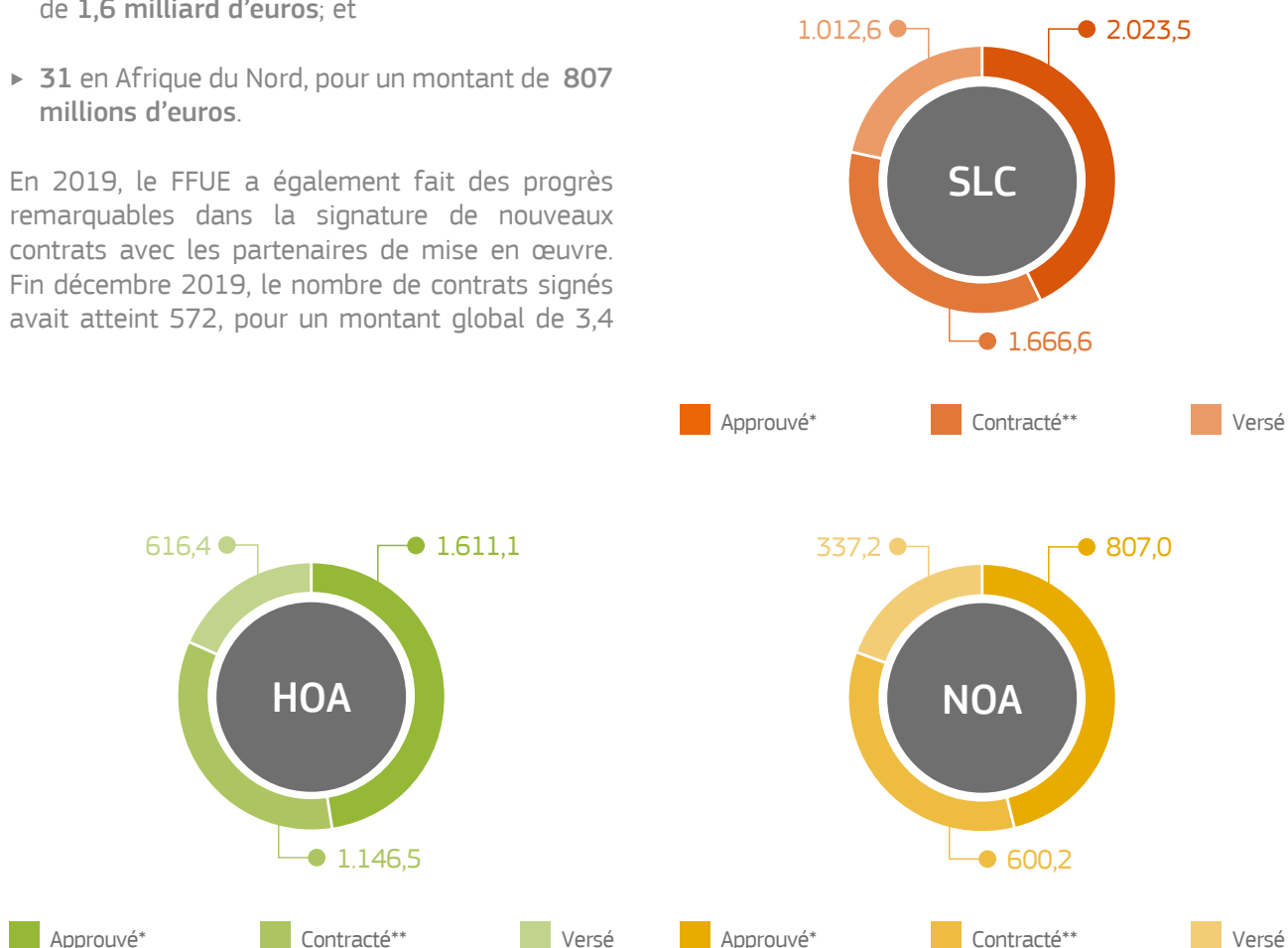
- ▶ **101** dans le Sahel et le lac Tchad, pour un montant de **2,0 milliards d'euros**;
- ▶ **88** dans la Corne de l'Afrique, pour un montant de **1,6 milliard d'euros**; et
- ▶ **31** en Afrique du Nord, pour un montant de **807 millions d'euros**.

En 2019, le FFUE a également fait des progrès remarquables dans la signature de nouveaux contrats avec les partenaires de mise en oeuvre. Fin décembre 2019, le nombre de contrats signés avait atteint 572, pour un montant global de 3,4

milliards d'euros, dont 951 millions d'euros en 2019 seulement. Les paiements effectués à la fin de 2019 ont atteint deux milliards d'euros.

En 2019, le rapport entre le montant global des contrats signés et le montant des actions approuvées (77%) s'est amélioré par rapport à 2018 (69%).

Fig. 2 Etat d'avancement de la mise en oeuvre au 31 Décembre 2019 (million d'euros)

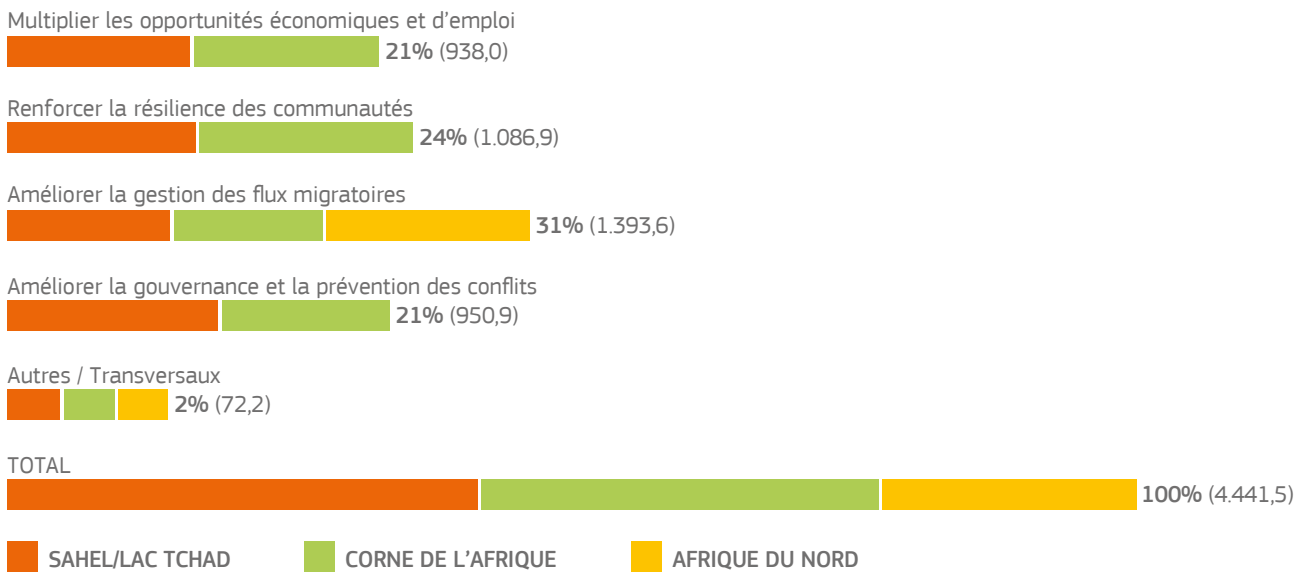


	Approuvé	Contracté	Versé
<b>Total*</b>	<b>4,441.5</b>	<b>3,413.2*</b>	<b>1,966.5*</b>

\* Les chiffres ont été arrondis et peuvent ne pas correspondre exactement aux totaux indiqués

\*\* Ce total comprend 5 contrats multifenêtres d'un montant de 0.8 millions d'euros

Fig. 3. Montant approuvé par Objectifs Stratégiques du FFUE (million d'euros)



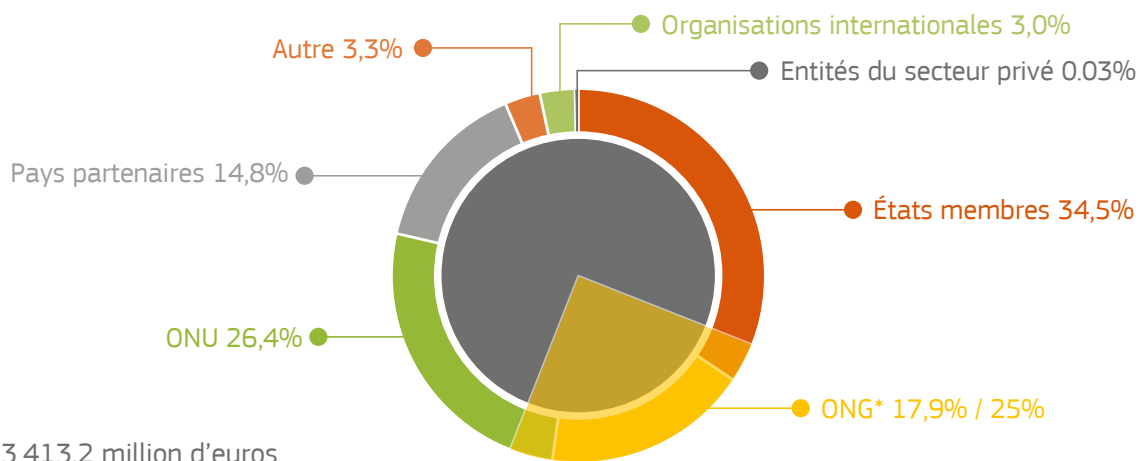
La répartition des financements approuvés par objectif stratégique à la fin de 2019 était assez similaire à celle de 2018. 45% sont alloués à des actions visant à renforcer la résilience des communautés vulnérables et le développement d'opportunités économiques et d'emploi, 31% à l'amélioration de la gestion des migrations et 21% à l'amélioration de la gouvernance et à la prévention des conflits. Cela indique qu'au fil des ans, le FFUE a maintenu une approche plutôt équilibrée entre les différents objectifs stratégiques.

Comme les années précédentes, les actions approuvées en 2019 ont été mises en œuvre par de

nombreux partenaires, notamment par des agences des États membres, des agences internationales et des Nations unies ayant une expertise dans des domaines spécifiques, et par des ONG internationales et locales.

Dans de nombreux cas, les ONG locales et/ou internationales mettent en œuvre des activités par le biais d'un contrat signé avec un type de partenaire différent (agences des États membres ou organisations des Nations unies). **En conséquence, 25% du financement du FFUE contracté est effectivement mis en œuvre par une ONG locale ou internationale.**

Fig. 4. Répartition du financement contracté par partenaire (million d'euros)



\* Environ 25% des contrats sont mis en œuvre par des ONG / OSC dans le cadre de contrats signés avec des agences des Nations Unies et des États membres ONG

# 1.4 Activités de recherche, suivi et évaluation

Le processus décisionnel de programmation et de mise en œuvre du FFUE est éclairé par un suivi et une évaluation réguliers de ses programmes. Chaque programme dispose d'un budget spécifique réservé au suivi et à l'évaluation continue par les partenaires de mise en œuvre et les délégations de l'UE (en interne) ainsi que par des experts indépendants (en externe).

En 2019, la Commission européenne a pris des mesures pour mettre en œuvre les recommandations formulées par la Cour des comptes européenne dans son rapport spécial sur le FFUE. **Toutes les recommandations acceptées par la Commission ont été pleinement mises en œuvre à la fin de l'année 2019.** En particulier, la Commission a renforcé la transparence générale et l'approche fondée sur les faits du FFUE, notamment en adoptant un cadre d'évaluation des risques<sup>8</sup> et en révisant les cadres opérationnels des trois fenêtres.

## 1.4.1 Le Système de Suivi et d'Apprentissage pour la Corne de l'Afrique et le Sahel & lac Tchad

Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a conçu un **système régional de suivi et d'apprentissage (MLS)** pour la Corne de l'Afrique et le Sahel & lac Tchad. Le système recueille les données primaires de tous les projets sur une base trimestrielle et utilise les données de suivi et d'évaluation de chaque programme pour alimenter les 41 indicateurs de résultats communs du FFUE. Le MLS travaille avec chaque partenaire de mise en œuvre pour examiner les activités des projets individuels et recueillir les données les plus détaillées communes à tous les partenaires.

Ces informations sont analysées et publiées dans des rapports trimestriels, ce qui permet à la Commission européenne de présenter des résultats et d'analyser la manière dont le FFUE atteint ses objectifs. Elles permettent également d'identifier les opportunités, les meilleures techniques et les approches innovantes pour améliorer la programmation et la mise en œuvre des projets. Les résultats présentés dans le présent rapport

sont extraits des rapports MLS. Le MLS comprend également une composante d'apprentissage permettant de saisir et de partager des informations plus qualitatives sur les approches des projets.

Les derniers rapports MLS sont disponibles sur le site web<sup>9</sup> du FFUE.

## 1.4.2 Système de suivi pour l'Afrique du Nord

Avec l'aide du Centre international pour le développement des politiques migratoires (ICMPD), la Direction générale du voisinage et de l'élargissement (DG NEAR) a mis en place un dispositif de suivi et d'apprentissage pour la fenêtre du FFUE du Nord afin d'orienter les actions du FFUE dans la région et de garantir la transparence.

La DG NEAR aide les partenaires de mise en œuvre à développer et à aligner leurs cadres logiques avec le dispositif de suivi de l'Afrique du Nord. Elle les aide à suivre leurs progrès et à rassembler les données agrégées.



8 [https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/sites/euetfa/files/risk\\_register\\_eutf\\_0.pdf](https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/sites/euetfa/files/risk_register_eutf_0.pdf)

9 [https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/content/results-monitoring-and-evaluation\\_en](https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/content/results-monitoring-and-evaluation_en)



Le premier rapport de suivi et d'apprentissage pour la fenêtre de l'Afrique du Nord a été publié en septembre 2019, recueillant les résultats jusqu'en juin 2019. Il est disponible sur le site web<sup>10</sup> du FFUE.

Parmi les résultats préliminaires disponibles, les partenaires de mise en œuvre ont indiqué que le FFUE leur permettait de faire preuve de flexibilité lors de la conception et de la mise en œuvre de projets. Plusieurs projets ont connu des retards en raison de discussions avec les autorités locales et de la nature sensible des activités du projet.

Deux contrats ont été signés pour la mise en place d'un cadre de suivi par un tiers en Libye.

### 1.4.3 Mécanisme orienté vers les résultats (ROM)

Le Système UE de suivi orienté vers les résultats (ROM) consiste en de brèves visites effectuées par des experts indépendants qui évaluent la pertinence, l'efficacité, l'efficacé, l'impact potentiel et la durabilité de chaque programme. La plupart des programmes du Fonds Fiduciaire pour l'Afrique recevront des missions ROM. En décembre 2019, 67 projets du Fonds Fiduciaire pour l'Afrique avaient été sélectionnés pour des missions ROM, dont 54 étaient en cours ou terminés: 10 dans le nord de l'Afrique, 33 dans la Corne de l'Afrique et 24 dans le Sahel et le lac Tchad.

### 1.4.4 Evaluation externe de mi-parcours du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique

Dans le cadre de l'engagement de la Commission à rendre compte de la gestion des ressources financières de l'UE, et afin d'approfondir la compréhension des performances de ses programmes, la DG DEVCO a commandité une évaluation à mi-parcours du FFUE. L'évaluation a commencé au début de l'année 2019.

L'objectif général de l'évaluation est d'apprécier la pertinence du FFUE, ses performances jusqu'à présent et le degré de cohérence et de complémentarité avec les autres instruments de l'UE et avec le travail des autres donateurs.

L'évaluation contient neuf questions d'évaluation qui portent sur les différents aspects du Fonds:

- ▶ EQ-1: La pertinence de l'approche stratégique du FFUE
- ▶ EQ-2: La cohérence, complémentarité et valeur ajoutée du FFUE par rapport aux autres interventions de l'UE, des États membres et des pays partenaires
- ▶ EQ-3: L'efficacité du FFUE dans sa structure, ses fonctions et ses modalités



10 [https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/content/results-monitoring-and-evaluation\\_en](https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/content/results-monitoring-and-evaluation_en)

- ▶ EQ-4: L'amélioration des opportunités économiques et de l'employabilité
- ▶ EQ-5: Le renforcement de la résilience des ménages et des communautés
- ▶ EQ-6: L'amélioration de la gestion des migrations
- ▶ EQ-7 et EQ-8: L'amélioration de la gouvernance, prévention des conflits et État de droit
- ▶ EQ-9: Les perspectives en matière d'impact et de durabilité la durabilité

L'équipe d'évaluation a sélectionné une cinquantaine de projets pour un examen plus approfondi et s'est rendue au Sénégal, au Niger, en Éthiopie et au Maroc. Pour les projets en Somalie et en Libye, l'équipe rencontrera des partenaires locaux dans des pays voisins.

Le rapport initial et le rapport documentaire ont été approuvés à l'automne 2019, tandis que des missions sur le terrain ont été effectuées en décembre 2019 et janvier 2020. Le rapport d'évaluation final sera présenté et mis à la disposition du public en avril 2020.

#### 1.4.5 Facilités de recherche

En janvier 2019, la Facilité de recherche pour la Corne de l'Afrique (REF HoA) a organisé le forum *Changing Places* à Nairobi pour discuter des thèmes liés aux migrations, aux déplacements et au développement dans la Corne de l'Afrique. Plus de 135 délégués de 21 pays de la région et au-delà ont participé au forum, partageant les conclusions de recherches et expériences récentes.

La REF HoA a également publié deux nouvelles publications en 2019. La première, intitulée *Disrupting the Finances of Criminal Networks Responsible for Human Smuggling and Trafficking*, a rassemblé des données sur les ré-

seaux illicites, notamment les réseaux de trafic et de traite des êtres humains. La deuxième *The Impact of Youth Training and Employment on Migration Dynamics in the Horn of Africa*, explore la relation entre l'enseignement et la formation techniques et professionnels en Éthiopie et en Ouganda et l'évolution des dynamiques de migration. Ces deux documents sont disponibles en ligne<sup>11</sup>.

La Facilité de recherche pour la fenêtre Sahel & lac Tchad a contribué à 4 publications en 2019. La première, intitulée *Speaking with the "Bad Guys": Towards Dialogue with Central Mali's Jihadists* examine les échecs et les succès des tentatives de dialogue avec les groupes militants au Sahel, en tant que composante importante des efforts pour apporter la paix aux communautés du Sahel. La deuxième, *Chad: Avoiding Confrontation in Miski*, explore les troubles récents dans la région tchadienne du Tibesti. La troisième, *Getting a Grip on Central Sahel's Gold Rush*, examine comment l'exploitation illégale de l'or est devenue un problème de sécurité dans le contexte d'une région déstabilisée, tout en étant une source essentielle de revenus et d'emplois pour les jeunes du Sahel.

Toutes les études sont disponibles sur le site web<sup>13</sup> du FFUE.

Pour l'Afrique du Nord, la Facilité de recherche a produit 2 nouvelles publications en 2019. La première étude examine l'économie politique de la détention des migrants en Libye, dans les systèmes de détention officiels et non officiels<sup>11</sup>. Cela inclut les variations dans la gouvernance des centres, le rôle du département libyen de lutte contre la migration illégale et le rôle des groupes armés ou des flux financiers et des modèles d'entreprise. Le second, *From abuse to cohabitation: A way forward for positive migration governance in Libya*<sup>14</sup> explore ce qui peut être fait au niveau local pour promouvoir une gouvernance positive de la migration en Libye.

11 <https://www.soas.ac.uk/ref-hornresearch/research-papers/>

12 [https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/content/research-facility-sahel-and-lake-chad\\_en](https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/content/research-facility-sahel-and-lake-chad_en)

13 Malakooti, A. (2019). The Political Economy of Migrant Detention in Libya. <https://globalinitiative.net/migrant-detention-libya/>

14 El Kamouni-Janssen F., Ezzeddine N., Harchaoui J., From abuse to cohabitation: A way forward for positive migration governance in Libya. [https://www.clingendael.org/sites/default/files/2019-11/Migration\\_Governance\\_Report\\_October\\_2019.pdf](https://www.clingendael.org/sites/default/files/2019-11/Migration_Governance_Report_October_2019.pdf)

## 1.5 Communication

En 2019, la Commission continue à assurer la plus grande transparence sur le FFUE pour l'Afrique par une communication active sur son site web et les médias sociaux et par l'organisation d'événements.

Dans le cadre du projet *Sight-by-Side*, deux jeunes photographes, l'un européen et l'autre ougandais, ont été sélectionnés et ont fait équipe pour se rendre dans les camps de réfugiés du nord de l'Ouganda et dans les bidonvilles de Kampala, la capitale du pays. Ils ont présenté des perceptions individuelles mais complémentaires des inégalités dans ce pays diversifié. Au cours de leur voyage, ils ont eu l'occasion de visiter des projets financés par le Fonds Fiduciaire pour l'Afrique. Une exposition photo *Sight-by-Side* a été présentée lors des Journées européennes du Développement en juin 2019 et à la réunion annuelle pour l'amitié entre les peuples qui s'est tenue en août à Rimini, en Italie, en 2019. L'exposition a également été ouverte au public à Barcelone et est actuellement en tournée dans cinq autres villes de Catalogne, en Espagne.

L'exposition photos *Responding to urgent development needs to improve security in the Sahel* a été lancée à Bruxelles en avril 2019, et est actuellement en tournée au Burkina Faso et au Mali. Elle présente les actions en cours dans les trois zones frontalières (entre la Mauritanie et le Mali, à l'intersection du Mali, du Burkina Faso et du Niger, et entre le Niger et le Tchad) en faveur de la sécurité alimentaire, de l'accès aux services de base, des infrastructures liées à l'eau et du soutien à la cohabitation pacifique des populations.

Dans le cadre des Journées Européennes du Développement 2019, un magasin éphémère de luxe et une représentation théâtrale au Centre Bozar à Bruxelles ont été organisés pour illustrer l'initiative *Ethical Fashion*. Il s'agit d'un programme phare du Centre du commerce international financé par le Fonds en Gambie, qui met en relation des marques de luxe et des artisans des pays en développement.

Les fenêtres de la Corne de l'Afrique et du Sahel et du lac Tchad ont tenu une réunion conjointe en décembre 2019 avec plus de 20 organisations de la société civile. L'objectif de cette réunion était de tenir les organisations informées de la manière dont les actions actuelles du FFUE ont été adoptées et mises en œuvre.

Les programmes du FFUE ont également été présentés lors du Forum mondial sur les réfugiés à Genève en décembre dans le cadre de l'initiative *EU4Refugees*. Une campagne de médias sociaux a accompagné cet événement et a présenté des histoires individuelles en Afrique du Nord afin de mieux informer le grand public de l'UE ainsi que nos pays partenaires.

La Facilité de recherche de l'Afrique du Nord a également présenté deux études au public à Bruxelles. Un grand nombre de représentants de la société civile, des partenaires de mise en œuvre et des institutions de l'UE ont assisté à ces deux événements.

Enfin, le site web du FFUE a été mis à jour et présente désormais les derniers résultats sur la page d'accueil ainsi qu'une présentation plus claire des projets par pays, région, partenaire et thème. Plus de 155 000 personnes ont visité le site depuis sa création et son contenu ne cesse de s'enrichir.





## CHAPITRE 2

# ORIENTATIONS STRATÉGIQUES, MISE EN ŒUVRE ET RÉSULTATS





## 2.1 Sahel & Lac Tchad



# SAHEL ET LAC TCHAD



**2.370**

Nombre d'infrastructures sociales construites ou réhabilitées

**BURKINA FASO**

**595.000**

Personnes recevant une assistance nutritionnelle

**177.780**

Personnes touchées par les campagnes d'information sur les pratiques de renforcement de la résilience et les droits fondamentaux

**CAMEROUN**

**6.920**

Emplois créés

**1.120**

Personnel formé à la sécurité, à la gestion des frontières

**TCHAD**

**290.700**

Personnes participant à des activités de prévention des conflits et de consolidation de la paix

**2.400**

Personnes bénéficiant d'une formation professionnelle et/ou d'un développement des compétences

**GAMBIE**

**39.000**

Migrants ou migrants potentiels touchés par les campagnes d'information sur les migrations et les risques liés à l'immigration clandestine

**11.000**

Migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration

**GUINÉE**

**1.698.600**

Personnes ayant un accès amélioré aux services de base

**42.300**

Personnes assistées à développer des activités génératrices de revenus

**MALI**

**377**

Lois et politiques élaborées ou soutenues

**87.600**

Personnes touchées par les campagnes d'information sur les pratiques de renforcement de la résilience et sur les droits fondamentaux

**MAURITANIE**

**12.480**

Personnes assistées à développer des activités génératrices de revenus

**1.000**

Personnes formées à la gestion des migrations

**NIGER**

**5.670**

Emplois créés

**377.600**

Services sociaux de base fournis

**NIGÉRIA**

**371.700**

Migrants ou migrants potentiels touchés par les campagnes d'information sur les migrations et les risques liés à l'immigration clandestine

**1.600**

Création ou soutien des MPME

**SÉNÉGAL**

**19.400**

Personnes bénéficiant d'une formation professionnelle (EFTP) et/ou d'un développement des compétences

## RÉGIONAL



**772.480**  
Services sociaux de base fournis



**27.602**  
Emplois créés



**809.410**  
Personnes participant à des activités de prévention des conflits et de consolidation de la paix



**527.076**  
Migrants ou migrants potentiels touchés par les campagnes d'information sur les migrations et les risques liés à l'immigration clandestine

Tableau 1. Montants approuvés par pays en 2019 pour la fenêtre du Sahel et du lac Tchad (millions d'euros)

Pays	Multiplier les opportunités économiques et d'emploi	Renforcer la résilience	Améliorer la gestion des flux migratoires	Améliorer la gouvernance	Autre	TOTAL
Burkina Faso				30,0		30,0
Ghana	20,0			5,0		25,0
Guinée				38,0		38,0
Mali		18,0				18,0
Niger				5,5		5,5
Régional		68,6	55,0	62,0		185,6
<b>TOTAL</b>	<b>20,0</b>	<b>86,6</b>	<b>55,0</b>	<b>140,5</b>	<b>—</b>	<b>302,1</b>

### 2.1.1 La région en un coup d'œil

En 2019, la région du Sahel et du lac Tchad a continué à être confrontée à des défis importants en matière d'aide humanitaire, de développement et de sécurité. Le bassin du lac Tchad a fait face à des violences persistantes affectant la vie de millions de personnes. Les activités de Boko Haram ont continué à s'étendre dans toute la région, révélant la nature transnationale du conflit. Au Cameroun, les incursions de Boko Haram continuent d'augmenter, en particulier dans les régions frontalières avec le Nigeria. Dans ce contexte, près de 10 millions de personnes ont encore besoin d'une aide humanitaire dans le bassin du lac Tchad. Les enfants, les femmes et les personnes handicapées restent parmi les plus vulnérables, ce qui exige une réponse globale à ces crises.

L'escalade de la violence dans le centre du Mali et du Burkina Faso est due à des dynamiques complexes. Celles-ci comprennent notamment les représailles mutuelles entre les milices communautaires, le mécontentement social généralisé et l'incapacité de l'appareil de sécurité de l'État et du système judiciaire à répondre aux besoins de sécurité et de services des communautés locales. L'influence mondiale de l'État islamique s'est également accrue, touchant directement les pays d'Afrique de l'ouest. Les événements survenus tout au long de l'année illustrent la nature poreuse des frontières et l'objectif de ces groupes d'accroître leur influence. Au Sahel, plus de 9 millions de

personnes ont besoin d'une aide alimentaire immédiate en raison de la montée de la violence et de l'insécurité, un chiffre qui a doublé depuis 2018, selon le Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (RPCA).

Selon le HCR, le nombre de personnes déplacées internes en Afrique occidentale et centrale a augmenté de 21% entre janvier et septembre 2019, tandis que le nombre de réfugiés a augmenté de 4% au cours de la même période. L'augmentation du nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays depuis janvier 2019 est essentiellement due à la crise en cours au Burkina Faso, où le nombre de personnes déplacées a été multiplié par dix entre janvier (47.029) et octobre (486.360). L'escalade de la violence dans le nord-ouest du Nigeria a entraîné une nouvelle crise humanitaire d'urgence dans les régions frontalières du Niger. Dans la seule région de Maradi, le HCR a compté jusqu'à 45.000 réfugiés.

Dans un contexte d'insécurité croissante, la région du Sahel requiert une attention accrue, notamment en raison des défis démographiques et environnementaux. La région connaît déjà des températures extrêmes ainsi que des sécheresses et des précipitations fluctuantes. Les défis environnementaux, combinés à la croissance rapide de la population, aggraveront les pressions préexistantes et auront un impact croissant sur les migrations et les conflits.

## 2.1.2 Principaux résultats obtenus dans la région

### Multiplier les opportunités économiques et d'emploi

Entre le lancement du FFUE et le 30 juin 2019, **27.602** emplois ont été créés dans la région du Sahel et du lac Tchad, **129.260** personnes ont été aidées à développer des activités génératrices de revenus et **51.208** ont bénéficié de formations technique et professionnelles (EFTP) et/ou de développement des compétences. Le Cameroun a largement contribué à la création d'emplois, notamment par le biais de programmes de travail à haute intensité de main d'oeuvre en mettant en place des activités de *cash for work*. Des résultats importants en termes d'emplois permanents créés ont également été observés. Au Sénégal, le programme "Développer l'emploi au Sénégal" a continué à obtenir des résultats

significatifs. Le programme reste le principal contributeur au nombre total de micro, petites et moyennes entreprises créées ou soutenues, ainsi qu'au nombre de personnes bénéficiant d'une formation professionnelle et/ou d'un développement des compétences. Le Mali représente un tiers des bénéficiaires aidés à développer des activités rémunérées, notamment par le programme KEY<sup>15</sup>.

### Renforcer la résilience des communautés

Cette année, le FFUE a produit des résultats très positifs dans le cadre de l'objectif stratégique relatif à la résilience. À la mi-2019, le nombre de personnes bénéficiant de services sociaux de base était particulièrement élevé au Nigeria, avec **377.651**

#### DÉVELOPPER L'EMPLOYABILITÉ DANS LES ZONES RURALES AU SÉNÉGAL

À la fin de ses études, Alimatou Kane a décidé de quitter la capitale sénégalaise, Dakar, et de retourner dans sa région natale pour contribuer à son développement en créant une petite entreprise de production agricole.

Elle a été la première à bénéficier du programme "Développer l'emploi au Sénégal", financé par le FFUE, qui a amélioré l'accès à la formation professionnelle et au développement des compétences de 18.722 personnes et aidé 7.388 personnes à développer des activités rémunératrices.

En parlant du programme, elle déclare: *"Ils m'ont donné le courage et l'espoir dont j'avais besoin pour réussir. À part l'ouverture d'un compte, je n'ai pas mis d'argent sur la table. Ils m'ont formée gratuitement et m'ont donné accès à un financement qui aurait été très difficile à obtenir. Si vous avez la chance de bénéficier de ce soutien, vous réussirez"*.



#### OFFRIR DES OPPORTUNITÉS AUX PLUS VULNÉRABLES DU TCHAD

Saleh Zene est le premier producteur d'arachides du village d'Eberia, au Tchad: *"Je n'avais jamais semé d'arachides auparavant. Lorsque le projet RESTE nous a apporté les semences améliorées, je me suis dit que j'allais essayer et un Fulani (berger) m'a montré comment semer. Aujourd'hui, je suis très content du produit et je vais maintenant planter un grand champ d'arachides. Je voudrais vous remercier pour ce projet, qui non seulement nous soutient mais surtout nous a formés"*.

Le programme RESTE contribue à maintenir la stabilité dans la région du lac Tchad en atteignant les communautés les plus vulnérables des régions du Lac, du Kanem et Baḥr al Ghazāl qui comptent parmi les plus fragiles du pays. Avec d'autres programmes financés par le Fonds Fiduciaire pour l'Afrique, RESTE a contribué à aider 252 966 personnes dans le cadre d'activités liées à la sécurité alimentaire et a soutenu 108 plans de développement local dans la région.



15 T05-EUTF-SAH-ML-01: Programme de renforcement de la résilience des communautés, des ménages et des individus vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Mali.



bénéficiaires, soit près de la moitié du nombre total dans la région. C'est au Burkina Faso que l'on trouve le plus grand nombre de bénéficiaires de l'aide nutritionnelle par le biais du programme LRRD<sup>16</sup>, soit plus de la moitié du nombre total de bénéficiaires dans cette région (plus de **1,1 million** de personnes). Le Burkina Faso représente également 40% du nombre total de personnes touchées par les campagnes d'information sur les pratiques de renforcement de la résilience et les droits fondamentaux dans les régions les plus fragiles. Au Mali, près de **1,8 million** de personnes ont bénéficié d'un meilleur accès aux services sociaux de base grâce au soutien du FFUE, soit 60% du total des bénéficiaires de la région. Le personnel des autorités locales et les prestataires de services de base sont également des bénéficiaires directs des activités du FFUE, avec **28.251** membres du personnel bénéficiant d'une formation de renforcement des capacités pour améliorer la prestation de services.

### Améliorer la gestion des flux migratoires

Depuis le début du programme Erasmus+ financé par le FFUE, **181** étudiants et membres du personnel universitaire, en particulier du Ghana et de la Côte d'Ivoire, ont bénéficié de ce programme de mobilité. En juin 2019, **33** projets de membres de la diaspora

ont été soutenus au Sénégal. Le nombre d'institutions et d'acteurs non étatiques bénéficiant directement du renforcement des capacités ou d'un soutien opérationnel en matière de protection et de gestion des migrations est passé à **330** (plus de la moitié en Guinée), et **2.295** personnes ont été formées à la gestion des migrations, notamment au Niger (1.098).

L'initiative conjointe UE-OIM et le Mécanisme de Transit d'Urgence (ETM) ont continué à soutenir les migrants et les réfugiés les plus vulnérables. Dans la région du Sahel et du lac Tchad, de mai 2017 à fin octobre 2019, l'initiative conjointe UE-OIM a soutenu le retour volontaire de **71.222** migrants de Libye (31.412), du Niger (30.044) et d'autres pays de transit et de destination, dont le Mali (2.558). Dans les pays d'origine de la région, l'initiative conjointe a fourni une assistance à **70.630** migrants à leur arrivée. Leur retour a été soutenu par le FFUE ou d'autres donateurs.

Dans le cadre de l'ETM, **4.646** personnes ont été évacuées de Libye vers le Niger (2.913), l'Italie (808), la Roumanie (531) et le Rwanda (189) depuis septembre 2017. Plus de **4.400** personnes ont présenté une demande de réinstallation depuis la Libye et le Niger vers 14 pays, et **4.231** réfugiés ont quitté la Libye et le Niger pour être transférés.

### Améliorer la gouvernance et la prévention des conflits

Jusqu'à présent, le FFUE a soutenu **962** institutions et acteurs non-étatiques dans le renforcement des capacités et le soutien opérationnel en matière de sécurité, de gestion des frontières, de prévention des conflits, de protection et de droits de l'homme. Au total, le nombre de membres du personnel formés a atteint **19.150** à la mi-2019. Environ **809.410** personnes ont participé à des activités de prévention des conflits et de consolidation de la paix, notamment au Niger (408.464) et au Tchad (290.743). Au Tchad, des activités spécifiques ont eu lieu dans les régions du Kanem, du Lac ainsi qu'à Mayo Kebbi Est et Ouest, Hadjer Lamis, Chari Baguirmi, Salamat et Sila, particulièrement touchées par l'insécurité croissante dans la région du lac Tchad.

Pour améliorer la gouvernance et renforcer la prévention des conflits, **653** lois, stratégies, politiques et plans ont été élaborés et/ou directement soutenus par le biais d'activités de sensibilisation, de soutien opérationnel ou d'assistance technique. Dans les pays du G5 Sahel, **71** initiatives de coopération transfrontalière ont été créées, lancées ou soutenues.

## SOUTENIR LES RAPATRIÉS EN GUINÉE

Aline, 25 ans, est l'une des bénéficiaires de l'initiative conjointe UE-OIM. Elle a tenté de rejoindre son mari en Italie, mais elle a été exploitée en Libye et a risqué sa vie en Méditerranée: *"Nous étions plus de 150 sur le bateau. A peine 30 minutes plus tard, nous avons été poursuivis par des bandits et avons dû faire demi-tour. Mon amie, paniquée, s'est jetée à l'eau. Elle criait, je l'ai regardée se noyer - cela m'a terrifié. Je suis allée à l'ambassade pour dire que je voulais retourner en Guinée. L'OIM s'est occupée de moi et aujourd'hui, avec leur aide, je compte reprendre mes études"*.



16 T05-EUTF-SAH-BF-01: Programme 'LRRD' de renforcement de la résilience des communautés vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones frontalières septentrionales au Burkina Faso.

## Soutenir les femmes et la jeunesse

La jeunesse et la condition féminine restent des objectifs primordiaux pour la fenêtre du Sahel et du lac Tchad. Au 30 juin 2019, environ **692.660**<sup>17</sup> jeunes ont été soutenus par le FFUE, dont 10.329 ont bénéficié d'initiatives de création d'emplois et 1.003 ont reçu une aide pour trouver un placement professionnel. Plus de 23.043 ont également bénéficié d'une formation professionnelle et/ou d'un soutien pour développer leurs compétences. L'augmentation de la participation économique des jeunes reste cruciale pour un développement inclusif, en créant des alternatives à la migration irrégulière et en empêchant les discours radicaux de gagner du terrain. Les jeunes sont également essentiels aux efforts de stabilisation du FFUE dans la région. Plus de la moitié des personnes qui participent aux activités de prévention des conflits et de consolidation de la paix sont des jeunes.

### AMÉLIORER LA GESTION DE L'INFORMATION POUR LA POLICE AU NIGER

Le Niger est l'un des pays pilotes du programme financé par le FFUE "Appui au renforcement des systèmes d'information de la police dans la région élargie de l'Afrique de l'Ouest" (WAPIS). Ce programme interconnecte les systèmes nationaux de données policières pour mieux lutter contre les terroristes et les réseaux criminels.

Le commissaire en chef Moustapha Tahirou, responsable national du programme WAPIS au Niger et directeur de la police technique et scientifique, déclare: *"Le programme WAPIS a indéniablement amélioré le niveau de confiance, de fiabilité et de sécurité dans la gestion des informations policières. Il a eu un impact assez sensible sur la rapidité dans la conduite quotidienne du travail de l'unité. En effet, plus de 23 850 données de police sur des cas, des personnes, des véhicules ou des documents d'identité ont déjà été enregistrées dans la base de données nationale WAPIS après que nous ayons installé 26 postes de travail WAPIS dans la capitale Niamey"*



Près de 40% des bénéficiaires recensés par les indicateurs de résultats de la fenêtre du Sahel et lac Tchad sont des femmes. Elles restent les principales bénéficiaires des activités de résilience du FFUE, également dans les zones les plus fragiles. Les femmes en particulier ont bénéficié d'une aide pour développer des activités génératrices de revenus.

### 2.1.3 Adoption de nouveaux programmes FFUE en 2019

En 2019, la fenêtre Sahel & lac Tchad a approuvé **9 nouvelles actions** and **8 augmentations budgétaires** pour un total de **302,1 millions d'euros**. Au 31 décembre 2019, un total de 101 actions pour un montant de **deux milliards d'euros** avait été approuvé pour cette fenêtre, dont près de 1,7 milliard d'euros (82%) ont fait l'objet de contrats. Les États membres et d'autres donateurs ont contribué à cette fenêtre à hauteur de **46,9 millions d'euros** en 2019.

Les actions approuvées en 2019 constituent une avancée importante dans le soutien du FFUE pour les efforts de stabilisation dans la région, renforçant l'approche intégrée du FFUE et mettant en application le nexus humanitaire, développement et paix. Près de 73% du montant total approuvé en 2019 contribueront à renforcer la résilience des populations les plus vulnérables dans les zones frontalières entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger, ainsi qu'à améliorer la gouvernance et la sécurité au Sahel et dans le lac Tchad. De même, le Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel (PDU) a reçu un montant supplémentaire de 45,23 millions d'euros. D'autres actions régionales en faveur de la stabilité dans les pays du G5 Sahel, comprenant leurs structures de coordination régionale, ont été adoptées pour un montant total de 105,5 millions d'euros. Les programmes adoptés cette année prendront également des mesures pour répondre aux préoccupations croissantes en matière de sécurité dans le Golfe de Guinée, avec 43 millions d'euros supplémentaires destinés à des programmes au Ghana et en Guinée.

Environ 20% des fonds approuvés en 2019 vont contribuer à l'initiative conjointe UE-OIM et au mécanisme de transit d'évacuation mis en œuvre par le HCR, ce qui permettra au FFUE de continuer à soutenir les migrants et les réfugiés les plus vulnérables tout au long de l'année 2020. Les 7% restants des fonds approuvés cette année contribueront à stimuler l'emploi vert et les opportunités d'entreprises au Ghana.

17 Ce chiffre peut inclure les jeunes qui ont bénéficié de plus d'une activité de l'EUTF. Les bénéficiaires d'un nombre limité d'activités pour lesquelles les données relatives à l'âge sont manquantes ne sont pas inclus dans ce chiffre.



## 2.2 Corne de l'Afrique



# CORNE DE L'AFRIQUE



**3.000**

Personnes touchées par les campagnes d'information sur les pratiques de renforcement de la résilience et les droits fondamentaux

**DJIBOUTI**



**2.010.700**

Personnes ayant un accès amélioré aux services de base

**ETHIOPIE**



**374.800**

Personnes recevant une assistance en matière de sécurité alimentaire

**25.500**

Personnes participant à des activités de prévention des conflits et de consolidation de la paix

**KENYA**



**56.000**

Personnes assistées à développer des activités génératrices de revenus

**27.800**

Migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration

**SOMALIE**



**341.900**

Personnes ayant un accès amélioré aux services de base

**1.474.800**

Personnes ayant accès à des services de base améliorés

**SUD SOUDAN**



**28.200**

Placements professionnels facilités et/ou soutenus

**5.600**

Réfugiés et personnes déplacées de force bénéficiant d'une assistance juridique pour favoriser leur intégration

**SOUDAN**



**772.700**

Personnes recevant une assistance nutritionnelle

**36.500**

Personnes ayant un accès amélioré aux services de base

**OUGANDA**



**30.000**

Personnes assistées à développer des activités génératrices de revenus

## RÉGIONAL



**4.323.600**

Personnes ayant un accès amélioré aux services de base



**27.700**

Emplois créés



**48.300**

Personnes participant à des activités de prévention des conflits et de consolidation de la paix



**53.100**

Migrants en transit, enfants en mobilité, personnes déplacées et réfugiés protégés et/ou assistés

Tableau 2. Montants approuvés par pays en 2019 pour la fenêtre de la Corne de l'Afrique (millions d'euros)

Pays	Multiplier les opportunités économiques et d'emploi	Renforcer la résilience	Améliorer la gestion des flux migratoires	Améliorer la gouvernance	Autre	TOTAL
Erythrée	87,5	25,0		2,5		115,0 <sup>18</sup>
Ethiopie	6,0	2,0		6,0		14,0
Kenya	2,9	2,9	2,5	0,8		9,1
Somalie				5,0		5,0
Soudan	35,0	15,0		7,0		57,0
Soudan du Sud	1,7	47,7		1,7	1,0	52,0
Ouganda	5,0	5,0				10,0
Régional	5,0	20,8	36,5			62,3
<b>TOTAL</b>	<b>143,0</b>	<b>118,3</b>	<b>39,0</b>	<b>23,0</b>	<b>1,0</b>	<b>324,4</b>

### 2.2.1 La région en un coup d'œil

Les dynamiques politiques dans la Corne de l'Afrique ont considérablement évolué à la suite de l'accord de paix conclu l'année dernière entre l'Éthiopie et l'Érythrée, avec une amélioration des relations entre plusieurs pays. Cet événement historique a également ouvert la voie à l'attribution du prix Nobel de la paix de cette année au Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed, attirant de plus en plus l'attention sur la région et sur l'Éthiopie, pays à la croissance économique la plus rapide de la région.

Début décembre, le nouveau Président de la Commission européenne et la Commissaire chargé des Partenariats Internationaux se sont rendus en Éthiopie pour leur première visite hors d'Europe. L'Éthiopie s'est engagée dans des réformes politiques et économiques ambitieuses que plusieurs interventions du FFUE soutiennent. Toutefois, le pays pourrait connaître une montée continue de l'ethno-nationalisme à l'approche des élections de 2020. Cette agitation a déjà entraîné des vagues de déplacements internes et entravé le développement économique. Malgré les progrès réalisés dans les relations avec l'Érythrée, les frontières terrestres sont toujours fermées et un accord commercial n'a pas encore été conclu.

En septembre, le président Abiy Ahmed et l'Union africaine ont joué un rôle clé dans la négociation de l'accord qui a permis d'établir le gouvernement civil du Soudan. L'accord a été signé après de longues négociations et des troubles qui ont conduit au renversement du président de longue date, Omar al-Bashir. Peu de temps après, l'Union africaine a levé

la suspension du Soudan, mettant fin à un gel de trois mois en attendant l'installation d'un gouvernement civil. Récemment, le nouveau Premier ministre soudanais, Abdalla Hamdok, a pris la présidence de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD). Le bloc régional a également élu un nouveau secrétaire exécutif, Workeneh Gebeyehu.

Malgré les problèmes de sécurité actuels, la Somalie a fait des progrès remarquables en matière d'allègement de la dette, et le point de décision de l'initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE) devrait être atteint au début de 2020. Cela pourrait avoir un effet de transformation sur le processus de construction de l'État dans le pays. Le programme *State Building and Resilience Contract*, opération d'appui budgétaire visant à encourager les réformes, a joué un rôle important dans ce processus.

En dépit de ces signes positifs, la région est toujours confrontée à de nombreux défis. Plusieurs pays de la région ont été fortement touchés par le changement climatique, notamment par de graves inondations en Somalie et à Djibouti. Le différend maritime entre le Kenya et la Somalie sera entendu par la Cour internationale de justice l'année prochaine, et la Somalie devra se préparer à des élections fin 2020 ou début 2021. L'accord de paix au Soudan du Sud reste fragile, la mise en place d'un gouvernement de transition étant une fois de plus reportée. Les conditions de vie de la population restent désastreuses, car plus de la moitié de la population souffre d'une grave insécurité alimentaire. La ges-

18 Le PIN du 11<sup>ème</sup> FED pour l'Erythrée a été transféré au FFUE suite à une décision du Comité FED de mars 2019. Le montant attribué à l'Erythrée dans le cadre du FFUE, comprend trois programmes approuvés par le Comité Opérationnel du 12 décembre 2019, ce qui représente 7% des fonds engagés pour la fenêtre de la Corne de l'Afrique (115 millions d'euros sur un total de 1,6 milliard d'euros).

tion des réfugiés reste également une priorité dans la Corne de l'Afrique, où les réfugiés et les demandeurs d'asile sont au nombre de 4,6 millions environ.

## 2.2.2 Principaux résultats obtenus dans la région

### Multiplier les opportunités économiques et d'emploi

Grâce aux actions financées par le FFUE, plus de **27.000** emplois ont été créés dans la région, dont **10.000** pour le seul premier semestre 2019. Depuis 2015, plus de **147.000** personnes ont été aidées à développer des activités génératrices de revenus et **23.000** personnes ont bénéficié de formations professionnelles. Au Kenya, le programme de développement de Kalobeyi a aidé plus de **4.000** personnes à augmenter les revenus de leur foyer, dont la plupart sont des membres de la communauté d'accueil locale. Plus de **2.000** personnes de cette localité, principalement des réfugiés, ont reçu une formation professionnelle. Un montant supplémentaire de 7,6 millions d'euros a été approuvé cette année afin de poursuivre la mise en œuvre de ce programme.

### Renforcer la résilience des communautés

En 2019, le FFUE a continué à renforcer la résilience des communautés les plus vulnérables, notamment les réfugiés et les personnes déplacées. Plus de **3,2 millions** de services de base, tels que les soins de santé, l'éducation, l'aide juridique et l'accès à l'énergie, ont été fournis aux populations vulnérables de la région de la Corne de l'Afrique (91% étaient des services liés à la santé). Dans toute la région, plus de **4 millions** de personnes ont désormais un meilleur accès aux services de base, dont 2 millions uniquement en Éthiopie. Ici, le programme Reset II aide les communautés vulnérables à améliorer leurs moyens de subsistance en leur fournissant des semences et des prêts pour les machines agricoles et la vaccination du bétail, par exemple.

### Améliorer la gestion des flux migratoires

Plus de **1.500** retours volontaires ou rapatriements humanitaires ont été soutenus au cours du seul premier semestre de cette année, ce qui porte le nombre total à près de **17.000**. Depuis 2015, **30.300** migrants de retour ont bénéficié d'une aide à la réintégration sous forme d'assistance immédiate à l'arrivée, de soutien psychosocial, de formation professionnelle, d'éducation et d'assistance médicale. Jusqu'à présent, plus de **124.000** migrants ou migrants potentiels ont été touchés par des campagnes d'information sur la

## DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES DES RÉFUGIÉS EN OUGANDA

Tenisa Sabbath tisse son chemin vers un avenir meilleur, à commencer par l'uniforme qu'elle porte. *“ Je l'ai cousu moi-même. Chacun de nous dans la classe a dû fabriquer son propre uniforme au début du cours ”.*

Tenisa, dix-sept ans, s'est enfuie de chez elle au Soudan du Sud en 2016. Comme beaucoup d'autres réfugiés, Tenisa s'est battue pour rester à niveau dans le nouveau système scolaire, car le programme scolaire est différent dans son pays d'origine. Elle a décidé de rejoindre le Programme d'Apprentissage Accéléré (ALP) du programme *Support to Refugees and Host Communities in Northern Uganda* (SPRS-NU). *“ On n'oublie pas les compétences. Ce que j'ai ici est quelque chose que je peux utiliser pour le reste de ma vie ”*, dit Tenisa. Après avoir terminé ce cours d'un an, elle effectuera un stage et passera des examens nationaux qui lui donneront accès au marché du travail. Depuis sa mise en œuvre, ce programme a aidé plus de 29.000 personnes à développer des activités génératrices de revenus, tant dans les communautés de réfugiés que dans les communautés d'accueil.



migration et les risques liés à la migration irrégulière. Plus de **11.000** personnes ont été formées à la gestion des migrations, principalement grâce au programme *Better Migration Management* (BMM). Depuis sa mise en œuvre, le BMM a permis d'engager environ **16.600** représentants du gouvernement et de la société civile dans des workshops, des sessions de formation, des tables rondes ou d'autres événements.

### Améliorer la gouvernance et la prévention des conflits

Au total, **642** institutions et **15.000** membres du personnel ont reçu une formation de développement des capacités en matière de sécurité, de gestion des frontières et de prévention des conflits depuis le début de la mise en œuvre du FFUE. En outre, **48.000** personnes ont participé aux activités de prévention des conflits et de consolidation de la

## FOURNIR UNE ASSISTANCE NUTRITIONNELLE À L'EST DU SOUDAN

“Je ne pouvais que comparer Omran aux autres bébés de la communauté, et ils avaient tous le même poids et la même taille. Si je n'avais pas eu accès au centre de nutrition, je n'aurais pas su qu'Omran est petit pour son âge ou pourquoi cela est important”. Saadia Abdalla Al-Zain, mère de sept enfants, amène son fils Omran, âgé de neuf mois, au centre de santé local deux fois par mois.

Il y a actuellement 2 millions d'enfants de 24 à 59 mois au Soudan qui souffrent d'un retard de croissance. Le Programme Alimentaire Mondial (PAM), soutenu par le FFUE, gère des centres de nutrition dans tout l'est du Soudan, fournissant des contrôles de santé et des aliments complémentaires riches en protéines, ainsi qu'une formation sur les pratiques nutritionnelles. Grâce à ces programmes, plus de 772.000 personnes ont jusqu'à présent reçu une aide nutritionnelle au Soudan.



## AIDER LES VICTIMES DE LA TRAITE EN ÉTHIOPIE

“J'ai grandi dans un petit village en Éthiopie. Quand je suis arrivée au lycée, beaucoup de mes amis allaient en Arabie Saoudite pour gagner de l'argent. Je pensais que ce serait de l'argent facile”. Un voisin avait promis à Hannah un contrat de cinq ans en tant que domestique en Arabie Saoudite. Cependant, elle n'a jamais reçu de permis de travail et a été retenue dans des conditions épouvantables par sa famille d'accueil. Elle a fini par s'enfuir et a été ensuite expulsée vers l'Éthiopie. Hanna n'avait ni argent ni soutien de sa famille lorsqu'elle a appris qu'elle était enceinte. Sa situation semblait désespérée.

C'est par l'intermédiaire d'anciens diplômés du programme *Timret Le Hiwot Ethiopia* (TLHE) qu'elle s'est rendue pour la première fois dans un centre d'accueil pour demander de l'aide. *Timret Le Hiwot Ethiopia* (TLHE), soutenu par le programme *Better Migration Management*, fournit une assistance et une protection aux victimes de la traite des êtres humains et aux migrants vulnérables, notamment un soutien psychosocial, nutritionnel, médical et juridique aux femmes et aux enfants. Hannah a bénéficié d'un soutien psychologique et d'un accès à des cours de formation. Elle a commencé à économiser pour créer sa propre entreprise et subvient à ses besoins et à ceux de sa fille.



paix mises en œuvre par le FFUE dans la région de la Corne de l'Afrique, dont **10.000** uniquement au cours du premier semestre 2019.

### 2.2.3 Adoption de nouveaux programmes FFUE en 2019

Le FFUE reste un outil essentiel pour relever les défis immédiats de la région. Les programmes approuvés cette année sont conformes aux objectifs stratégiques du FFUE dans la Corne de l'Afrique. Ils se concentrent sur le soutien aux populations les plus vulnérables, notamment les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur du pays, sur la promotion de la stabilité politique et économique et sur l'amélioration de la gestion des migrations. Au total, 18 nouveaux programmes et 6 augmentations budgétaires ont été approuvés en 2019 pour un montant total de 324,4 millions d'euros, ce qui porte le total des actions approuvées dans la région à 1

611 millions d'euros, dont 1 146 millions d'euros ont fait l'objet de contrats. Les États membres et d'autres donateurs ont contribué pour 25,7 millions d'euros en faveur de cette région en 2019.

L'UE a été à l'avant-garde de la mise en œuvre du Pacte mondial pour les réfugiés dans la Corne de l'Afrique, qui jette les bases d'un nouveau système de gestion des réfugiés fondé sur le partage des charges.

En particulier, le FFUE a approuvé cinq nouveaux programmes d'une valeur de 37,6 millions d'euros pour soutenir la mise en œuvre du Pacte mondial pour les réfugiés dans la région. Sous la direction de l'IGAD, les pays de la Corne de l'Afrique ont déjà fait un effort exemplaire pour mettre en œuvre ce processus. A ce jour, plus de 391 millions d'euros ont été investis par le biais des activités du FFUE en réponse aux déplacements forcés. Leurs réalisations ont été présentées lors du premier Forum mondial



pour les réfugiés en décembre 2019, en présence de la Commissaire Urpilainen. Parmi celles-ci, un programme de 10 millions d'euros en soutien au plan d'intervention du gouvernement ougandais dans le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène permettra de lutter contre la dégradation de l'environnement et de promouvoir des sources d'énergie alternatives dans les districts qui accueillent des réfugiés.

En 2019, l'UE a honoré son engagement à soutenir l'autorité transitoire dirigée par des civils au Soudan pour relever les défis sociaux, économiques et politiques tout en facilitant la mise en œuvre des réformes. Cela se fera par le biais d'une action récemment approuvée (7 millions d'euros) soutenant le bureau du Premier ministre, ainsi que d'un programme (35 millions d'euros) visant à renforcer le système de protection sociale dans le pays. Le FFUE continuera également à soutenir les progrès de la Somalie vers l'allégement de la dette. En réorientant les fonds du programme existant, comme convenu, il contribuera à combler le déficit critique de financement des arriérés, afin que le point de décision de l'initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) soit déclaré au début de l'année 2020.

La première phase du programme *Better Migration Management* (BMM), qui s'est achevée en septembre 2019, a renforcé le développement de

la législation nationale dans toute la région et a consolidé la capacité des acteurs étatiques et non étatiques à protéger les migrants vulnérables. Sur la base de ses réalisations, une deuxième phase de 30 millions d'euros a été approuvée en 2019. Le programme aura une approche régionale plus forte de la gestion des migrations et se concentrera sur le renforcement des capacités des autorités nationales afin d'améliorer leur maîtrise. En outre, un programme régional de 5 millions d'euros permettra d'améliorer les méthodes d'enquête sur les organisations criminelles transfrontalières qui tirent profit des migrations irrégulières et de la traite des êtres humains.

À la suite d'une escalade de la violence en Libye, l'Union africaine, le HCR et le Rwanda ont lancé un nouveau mécanisme de transit d'urgence vers le Rwanda. Le FFUE a fourni un soutien de 10,3 millions d'euros à cette initiative, qui offre une voie d'évacuation hors de Libye pour les personnes vulnérables ayant besoin d'une protection internationale vitale, en vue de soutenir leur réinsertion. Grâce à ce mécanisme de transit, 309 personnes, dont des mineurs non accompagnés, ont déjà été évacuées. En outre, une augmentation de 10 millions d'euros destinée à aider les migrants bloqués à retourner dans leur pays d'origine et à s'y réintégrer a également été approuvée cette année.





## 2.3 Afrique du Nord



# AFRIQUE DU NORD



**185.000**

Articles non alimentaires et kits d'hygiène distribués aux réfugiés et aux migrants vulnérables en Libye

**1,7 million**

Personnes ayant un meilleur accès aux services de base grâce à la réhabilitation des locaux publics (écoles, hôpitaux, fourniture d'électricité et des eaux)

**50.000**

Migrants retournés volontairement de Libye



**70.000**

Jeunes enfants ont reçu une éducation formelle et informelle, des services de protection et un soutien psycho-social

**5.000**

Réfugiés et demandeurs d'asile évacués de Libye

**2.500**

Jeunes entrepreneurs ont bénéficié de programmes de formation professionnelle pour créer leur propre entreprise

**120**

Véhicules de police multifonctionnels remis aux autorités marocaines



**1.954**

Migrants vulnérables ont bénéficié de l'hébergement d'urgence

**830**

Expatriés sensibilisés à l'investissement les opportunités dans leur pays d'origine



**117**

Acteurs locaux ont bénéficié d'une formation sur la méthodologie de collecte de données sur les migrations

**10**

Organisations de la société civile ont été dotées de la capacité de fournir une assistance aux migrants et aux communautés déplacées



**301**

Personnes ont bénéficié de la formation à l'entrepreneuriat et aux affaires, dont 212 femmes

## RÉGIONAL



**20**

Villes des deux côtés de la Méditerranée ont échangé leurs expériences en matière de planification de la gestion des migrations dans les villes du programme City-to-City

Tableau 3. Montants approuvés par pays en 2019 pour la fenêtre du Nord de l'Afrique (million d'euros)

Pays	Multiplier les opportunités économiques et d'emploi	Renforcer la résilience	Améliorer la gestion des flux migratoires	Améliorer la gouvernance	Autre	TOTAL
Libye			58,0			58,0
Maroc			105,8			105,8
Tunisie						
Egypte						
Régional			61,0			61,0
Multifenêtre			0			0
<b>TOTAL</b>	—	—	224,8	—	—	<b>224,8<sup>19</sup></b>

### 2.3.1 La région en un coup d'œil

En 2019, l'UE devait apporter une réponse globale aux défis de la région de l'Afrique du Nord pour sauver des vies, protéger les plus vulnérables, soutenir les communautés d'accueil et offrir des possibilités de mobilité sûre et organisée.

Le nombre d'arrivées en Europe par la route de la Méditerranée centrale a continué (environ 40% par rapport à 2018), malgré l'embrassement du conflit en Libye en avril 2019. La situation humanitaire est toujours critique, avec au moins 355.000 personnes déplacées à l'intérieur du pays à ce jour. Selon l'OIM et le HCR, le nombre de migrants en Libye est estimé à environ 635.000, dont environ 3.200 sont toujours détenus arbitrairement dans des centres de détention officiels à travers la Libye, parmi lesquels environ 2.200 personnes relèvent de la compétence du HCR. Suite à l'attaque aérienne du centre de détention de Tajoura en juillet 2019, le centre de rassemblement et de départ de Tripoli a été submergé par l'arrivée d'anciens détenus, ceux-ci se trouvent des personnes qui ne peuvent pas être évacuées.

Depuis février 2019, le nombre total d'arrivées irrégulières en Espagne par l'itinéraire de la Méditerranée occidentale a considérablement diminué, d'environ 50% par rapport à 2018. L'adoption rapide d'une enveloppe substantielle

#### AUTONOMISATION DES JEUNES DANS LES MUNICIPALITÉS LIBYENNES

*“Si nous ne faisons pas le changement, alors qui le fera?”,* demande Najla Al Missalati, une jeune chef d'entreprise libyenne de Benghazi qui a créé *She Codes*, un “camp d'entraînement” intensif pour apprendre aux femmes libyennes comment coder et programmer, avec le soutien du FFUE. Malgré les difficultés rencontrées pour introduire les femmes dans un secteur dominé par les hommes, Najla insiste sur le fait que le défi en valait la peine. Sa détermination a porté ses fruits, puisqu'elle a permis à plus de 700 femmes d'accéder à l'autonomie à la fin de 2019. Au cours des cinq prochaines années, *She Codes* entend toucher plus de 2.600 femmes, créant ainsi plus d'un millier d'emplois durables en cours de route.



19 Ce montant comprend une augmentation de 4 millions d'euros qui a été ajouté en 2019 à un programme adopté en 2018 “Appui à la gestion intégrée des frontières et des migrations” pour le Maroc.

par le FFUE en 2018, d'un montant de 144 millions d'euros, a contribué aux efforts réalisés par le Maroc, en étroite coopération avec l'Espagne. Le Conseil d'association UE-Maroc du 27 juin 2019 a donné un nouvel élan au "partenariat euro-marocain pour une prospérité partagée".

L'UE a poursuivi son dialogue de haut niveau sur les migrations avec le Maroc, la Tunisie et l'Égypte en 2019 et soutient pleinement la médiation menée par les Nations unies et le processus de Berlin pour trouver une solution politique au conflit en Libye. Au niveau multilatéral, le FFUE a continué à jouer un rôle essentiel dans la mise en œuvre des engagements pris par la Task force UA-UE-ONU, créée après le Sommet UA-UE d'Abidjan en novembre 2017.

### 2.3.2 Principaux résultats obtenus dans la région

La mise en œuvre et les résultats obtenus à ce jour dans le cadre de la fenêtre Afrique du Nord varient considérablement d'un pays à l'autre et d'une région à l'autre. En Libye, par exemple, la situation complexe a conduit le FFUE à accélérer la mise en œuvre de projets offrant une protection et une assistance directe et stabilisant les communautés d'accueil.

Dans le cadre du pilier Protection en Libye, le FFUE a continué à offrir un soutien aux plus vulnérables, notamment en leur donnant accès aux services essentiels et en proposant des alternatives sûres aux migrants bloqués dans le pays. L'UE a en outre préconisé la fermeture des centres de détention après la grève du centre de détention de Tajoura. Après la grève, le groupe de travail post-Tajoura (PTWG) a été créé pour améliorer le plaidoyer commun auprès des autorités libyennes. Il s'est concentré sur la sécurité et les droits fondamentaux des réfugiés et des migrants avec une approche basée sur les résultats, la démilitarisation et la fermeture de Tajoura et d'autres centres de détention et la possibilité pour les organisations humanitaires d'aider les détenus libérés. Surtout, les efforts de plaidoyer se sont concentrés sur l'appel à mettre fin à la détention arbitraire. Suite à la recrudescence du conflit, le FFUE a accéléré son soutien aux personnes vulnérables grâce à un mécanisme de réponse rapide activé par les partenaires de mise en œuvre.

### ALTERNATIVES AUX DÉTENTIONS: RETOURS HUMANITAIRES VOLONTAIRES DEPUIS LA LYBIE

*"Ma famille me manque plus que vous ne pouvez l'imaginer. Je sais qu'ils m'attendront à l'aéroport quand j'arriverai au Nigeria. Je vais rentrer chez moi pour obtenir ma maîtrise, trouver un bon emploi et avoir une famille à moi".* Ce sont les mots de Ken, quelques instants avant qu'il ne monte à bord du vol de retour au pays via le programme d'aide au retour humanitaire volontaire et à la réintégration (VHR) de l'OIM, soutenu par le FFUE. Depuis le début de 2017, le programme VHR a permis de ramener chez eux, en toute sécurité, des milliers de migrants de diverses nationalités



### PROMOUVOIR LA CRÉATION D'EMPLOIS EN TUNISIE

En mars, une structure d'incubation pour la diaspora tunisienne a été officiellement lancée lors d'un événement à Akfar. Mise en place par le GIZ, elle permettra aux Tunisiens vivant à l'étranger, notamment en France, en Italie, en Allemagne, en Belgique et en Suisse, de commencer à lancer des entreprises innovantes pour le développement économique du pays. Pour ce faire, plusieurs moyens seront mis en œuvre, notamment une plateforme numérique de soutien et de mise en réseau et un mécanisme de soutien financier.



Plus de **185.000** articles non alimentaires et kits d'hygiène et plus de **60.000** consultations médicales ont été fournis à ce jour sous forme d'aide directe d'urgence. Le FFUE a également contribué de manière substantielle au retour volontaire de plus de **50.000** migrants dans leur pays d'origine avec un soutien à la réintégration et à l'évacuation de plus de **5.000** réfugiés et demandeurs d'asile hors de Libye. L'UE et ses partenaires s'efforcent constamment d'élargir les possibilités d'hébergement protégé des migrants vulnérables et de soutenir le nombre croissant de personnes déplacées à l'intérieur du pays en raison du conflit.

Dans le cadre du pilier stabilisation communautaire en Libye, le Fonds fiduciaire pour l'Afrique a continué à améliorer la vie quotidienne des Libyens eux-mêmes, notamment en apportant un soutien aux personnes déplacées à l'intérieur du pays touchées par le conflit et aux migrants vivant dans les municipalités. Plus de **1,7 million** de personnes ont amélioré leur accès aux services de base, grâce à des infrastructures

sociales réhabilitées et équipées. Cela comprend la rénovation complète de l'Hôpital Général Atia Kaseh à Alkufra, qui dessert plus de **80.000** personnes dans la région. Près de **70.000** enfants libyens et non libyens en âge scolaire ont eu accès à une éducation formelle et informelle ainsi qu'à des services de protection, comprenant un soutien psychosocial et des activités récréatives. Plus de **2.500** jeunes entrepreneurs ont suivi des programmes de formation professionnelle pour développer des activités économiques génératrices de revenus. Une vingtaine de start-ups ont reçu un financement de démarrage et un nouveau partenariat avec Toyota a permis jusqu'à présent de mettre en place un programme de formation professionnelle pour **20** jeunes talentueux.

**Dans le cadre du pilier de la gestion intégrée des frontières**, le FFUE a continué à renforcer la capacité des autorités libyennes compétentes par une formation en matière de recherche et de sauvetage, incluant la protection des droits de l'homme, afin d'éviter de nouvelles pertes de



vies humaines en mer. Le FFUE pour l'Afrique a concentré son soutien sur l'amélioration du traitement des personnes secourues, en aidant les partenaires à filtrer et à enregistrer les migrants, et à fournir une aide d'urgence directe et une protection aux points de débarquement. Grâce à un projet mis en œuvre par le Ministère italien de l'Intérieur, les membres du personnel de l'Administration Générale libyenne pour la sécurité côtière ont reçu des sessions de formation sur l'équipement naval et la plongée technique.

**Au Maroc**, un appel à propositions pour les consortiums d'ONG destinés à fournir un soutien

préscolaire, médical, psychologique et juridique aux migrants est en cours d'évaluation en vue d'un contrat au deuxième trimestre 2020. Le programme de soutien à la gestion intégrée des frontières et des migrations au Maroc, doté de 44 millions d'euros, a été signé en avril, et deux appels d'offres ont été lancés pour des équipements de communication. Dans le cadre du programme Coopération Sud-Sud, des plans d'action ont été conçus pour des activités visant à favoriser l'échange de bonnes pratiques entre le Maroc et les pays d'Afrique de l'Ouest afin de promouvoir la mobilisation de la diaspora et la mobilité Sud-Sud.

Les programmes du FFUE ont commencé à donner des résultats concrets en 2019: par exemple, **1954** logements d'urgence ont été fournis aux migrants vulnérables jusqu'à présent et **120** véhicules de police polyvalents ont déjà été fournis aux autorités marocaines.

Le FFUE a continué à soutenir la Tunisie dans la mise en œuvre de sa stratégie nationale sur la migration. Environ **60** fonctionnaires tunisiens ont été formés dans le cadre d'une initiative visant à améliorer la gestion des migrations dans le pays. Plus de **10.000** membres de la diaspora tunisienne ont été contactés par le biais de plateformes numériques (comme le site web *Tounsi du monde*) qui fourniront des informations sur les possibilités d'investissement. **830** Tunisiens vivant à l'étranger ont été sensibilisés aux possibilités d'investissement dans leur pays d'origine et **117** acteurs locaux ont bénéficié à ce jour d'une formation sur une méthodologie de collecte de données sur les migrations. Les services nationaux du Dispositif national de réinsertion des migrants ont traité environ **100** dossiers de migrants tunisiens revenant d'Europe en Tunisie. **62** d'entre eux ont déjà bénéficié de services de réinsertion sociale et économique.

La Convention de Financement du programme *Enhancing the Response to Migration Challenges in Egypt* (ERMCE), de 60 millions d'euros, est entrée en vigueur le 10 juin 2019 après un processus de ratification par le Parlement égyptien. Ce programme vise à soutenir les efforts de l'Égypte pour améliorer la gestion des migrations, s'attaquer aux causes profondes des migrations irrégulières et soutenir les communautés égyptiennes qui accueillent des réfugiés. Sur les sept projets de ce programme, un seul a jusqu'à présent obtenu une autorisation de sécurité des

## PROTÉGER LES PLUS VULNÉRABLES EN LIBYE

Berhane\*, 15 ans, et son frère Salomon\*, 16 ans, sont arrivés à Tripoli au lendemain d'une guerre qui faisait rage après avoir fui la persécution dans leur pays d'origine, l'Érythrée. Un soir, alors qu'ils cherchaient un endroit sûr pour passer la nuit, ils ont été approchés par Nazret, une compatriote érythréenne mère de deux enfants, qui leur a proposé un endroit où passer la nuit. Nazret a pris Berhane et Salomon sous son aile et les a amenés à se faire enregistrer auprès du HCR en tant que demandeurs d'asile. Cela leur a permis de bénéficier des nombreux services offerts au centre de jour communautaire (CDC) du HCR à Gurji, Tripoli, soutenu par le FFUE. Les adolescents, qui souffraient de traumatismes psychologiques lors de leur voyage de l'Érythrée à la Libye, ont bénéficié d'une assistance médicale au centre en plus d'un conseil psychosocial individuel régulier. Le HCR présente à nouveau le dossier de Nazret avec les adolescents inclus, car Berhane et Salomon font partie des personnes les plus vulnérables pour lesquelles une solution durable en dehors de la Libye doit être trouvée d'urgence.

\*Tous les noms ont été changés pour des raisons de protection.



autorités égyptiennes. Cela a permis au FFUE de signer le contrat avec l'agence de mise en œuvre, l'Agence égyptienne pour le développement des Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MSMEDA), en décembre 2019. Le programme régional du FFUE a déjà commencer à produire des résultats. Des formations à l'entrepreneuriat et aux affaires ont été dispensées à **301** personnes en Égypte, dont **212** femmes, afin de soutenir le bien-être économique et social des migrants et de leurs communautés d'accueil.

### 2.3.3 Adoption de nouveaux programmes FFUE en 2019

La fenêtre Afrique du Nord a continué à travailler selon les axes d'action convenus par le Conseil stratégique du FFUE. Ces axes d'action couvrent: (i) le soutien à l'amélioration de la gouvernance des migrations ; (ii) le soutien à la migration et à la mobilité des travailleurs; (iii) la protection des migrants vulnérables, le retour volontaire et la réintégration durable ainsi que la stabilisation des communautés (comprenant le soutien aux municipalités situées le long des routes migratoires); et (iv) la gestion intégrée des frontières.

En 2019, la fenêtre Afrique du Nord a adopté 11 nouvelles actions pour un total de 224,8 millions d'euros<sup>20</sup>, comprenant deux augmentations budgétaires aux actions existantes. En décembre 2019, 35 programmes au total, dont des programmes multifenêtres, pour un montant total de 807 millions d'euros, ont été approuvés. 600 millions d'euros ont fait l'objet de contrats et 337 millions ont été versés. Les États membres et les donateurs ont contribué à cette fenêtre à hauteur de 22,6 millions d'euros en 2019, ce qui porte le total des contributions extérieures à 237 millions d'euros.

Trois des nouvelles actions adoptées en 2019 étaient destinées à la Libye, dont une augmentation budgétaire pour renforcer les activités de protection et répondre aux besoins d'urgence résultant du conflit et soutenir les évacuations par le biais du mécanisme de transit d'urgence au Niger et au Rwanda. Deux des augmentations budgétaires visent à tirer parti des actions de stabilisation communautaire efficaces, à continuer d'améliorer les infrastructures sociales des municipalités

libyennes et à renforcer la résilience de la population locale et des migrants, notamment les enfants vulnérables et les communautés d'accueil.

Un important programme de soutien budgétaire a été adopté pour aider le Maroc à continuer à améliorer la gestion de ses frontières, à lutter contre le trafic et la traite des êtres humains et à améliorer la protection des migrants.

Cinq programmes régionaux ont été adoptés en 2019:

- ▶ la troisième phase du pilier "développement" du Programme de Protection et de Développement Régional pour renforcer la résilience des personnes dans le besoin au niveau local;
- ▶ un programme de protection visant à renforcer l'autonomie et à soutenir les droits des réfugiés et des demandeurs d'asile;
- ▶ un programme d'entrepreneuriat pour promouvoir les investissements de la diaspora africaine dans leurs pays d'origine;
- ▶ une augmentation budgétaire à un programme régional sur la mobilité de la main-d'œuvre pour faire progresser l'immigration légale mutuellement bénéfique;
- ▶ une augmentation budgétaire de la Facilité de Coopération Technique pour soutenir la conception de nouveaux programmes et la mise en œuvre des programmes en cours dans la région par des analyses et un suivi spécifiques..

Une augmentation de 4 millions d'euros du budget du programme "Soutien à la gestion intégrée des frontières et des migrations" au Maroc a été adopté, ainsi qu'une augmentation de 5 millions d'euros au programme régional de mobilité de la main-d'œuvre pour inclure la participation de la Belgique.

Enfin, une augmentation du budget dédié aux retours humanitaires volontaires supplémentaires qui offrent une alternative sûre aux migrants bloqués en Libye et qui souhaitent retourner dans leur pays d'origine a été approuvée.

20 Ce montant comprend une augmentation de 4 millions d'euros qui a été ajouté en 2019 à un programme adopté en 2018 "Appui à la gestion intégrée des frontières et des migrations" pour le Maroc.



# CHAPITRE 3

# RAPPORT FINANCIER





## 3.1 Montants annoncés et reçus

Ce rapport financier est établi conformément à l'art. 7.2 (d) de l'Accord Constitutif du FFUE. Les tableaux ci-dessous présentent un résumé des contributions au FFUE pour l'Afrique au 31 décembre 2019. Les contributions sont réparties entre les trois fenêtres en fonction des informations d'affectation contenues dans le Certificat de Contribution. Conformément à l'Accord Constitutif, l'affectation n'est possible que par fenêtre. Si aucune affectation n'a été demandée, la répartition suivante s'applique:

Fenêtre SAH (A) Sahel et lac Tchad: 40 %

Fenêtre HOA (B) Corne de l'Afrique: 40 %

Fenêtre NOA (C) Afrique du Nord: 20 %

Le tableau 4 fournit des informations sur les contributions des contributeurs extérieurs (c'est-à-dire les États Membres et autres donateurs extérieurs), comme suit:

- ▶ Contributions annoncées: financement total du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique tel que convenu par les donateurs (c'est-à-dire les contributions annoncées de manière formelle mais qui n'ont pas encore été officiellement confirmées par un Certificat de Contribution).
- ▶ Contributions certifiées: contributions soutenues par un Certificat du contributeur externe.
- ▶ Contributions reçues: contributions reçues sur le compte bancaire du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, sur la base desquelles le montant est disponible pour engagement (c'est-à-dire le montant total des obligations légales qui peuvent être contractées) et le montant disponible pour paiement est ensuite établi dans le système comptable de la Commission et rendu disponible pour le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique (ABAC). Au 31 décembre 2019, 570 millions d'euros avaient été reçus. Les contributions reçues dans des monnaies autres que l'euro sont enregistrées au taux de change officiel de la Commission européenne.

Le tableau 5 fournit des informations sur les

contributions provenant des budgets de l'UE et du FED, comme suit:

- ▶ Contributions annoncées: financement total du FFUE pour l'Afrique comme convenu par les donateurs.
- ▶ Contributions certifiées: Contributions certifiées: contributions soutenues par une décision de financement de la Commission, sur la base desquelles le montant disponible pour engagement (par exemple, le montant total des obligations juridiques pouvant être contractées) est ensuite établi dans le système comptable de la Commission et rendu disponible pour le FFUE pour l'Afrique. Au 31 décembre 2019, le montant total des contributions certifiées s'élevait à 4095 millions d'euros.
- ▶ Contributions reçues: Contributions reçues: contributions reçues sur le compte bancaire du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, sur la base desquelles le montant disponible pour paiement est ensuite établi dans le système comptable de la Commission et rendu disponible pour le FFUE pour l'Afrique. Au 31 décembre 2019, un montant pour paiement de 1497 millions d'euros avait été rendu disponible.

Les intérêts produits par les liquidités reçues sur le compte bancaire du FFUE pour l'Afrique sont indiqués à la section III du Tableau 5.



Tableau 4. Contributions globales au fonds fiduciaires provenant de contributeurs externes (€)

I = Pays	Contributions promises	Contributions certifiées				Contributions reçues
	TOTAL	TOTAL	Attribution par fenêtre			31/12/2019
			SAH (A)	HOA (B)	NOA (C)	Total
Autriche	3.000.000	3.000.000		3.000.000		3.000.000
	3.000.000	3.000.000			3.000.000	3.000.000
	1.000.000	1.000.000			1.000.000	1.000.000
	1.000.000	1.000.000			1.000.000	1.000.000
Belgique	10.000.000	10.000.000	5.500.000	500.000	4.000.000	10.000.000
	2.000.000	2.000.000	2.000.000			2.000.000
Bulgarie	50.000	50.000	20.000	20.000	10.000	50.000
	500.000	500.000	200.000	200.000	100.000	500.000
Croatie	200.000	200.000		100.000	100.000	200.000
		100.000	100.000,00			100.000
	300.000	300.000	200.000,00		100.000	300.000
Chypre	100.000	100.000			100.000	100.000
République tchèque	740.000	740.000		740.000		740.000
	8.750.000	8.750.000			8.750.000	8.750.000
	921.624	921.624			921.624	921.624
Danemark	6.001.920,61	6.001.920,61	2.400.768,24	2.400.768,24	1.200.384,12	6.001.920,61
	4.031.011,92	4.031.011,92			4.031.011,92	4.031.011,92
	10.076.311,26	10.076.311,26	2.720.604,04	3.325.182,72	4.030.524,50	10.076.311,26
	10.050.655,30	10.050.655,30	3.350.218,43	3.350.218,43	3.350.218,43	10.050.655,30
	13.392.650,62	13.392.650,62		13.392.650,62		5.364.087,43
	6.691.369,00	6.691.369,00	2.007.410,83	2.676.547,34	2.007.411	
Estonie	150.000	150.000			150.000	150.000
	300.000	300.000			300.000	300.000
	1.000.000	1.000.000			1.000.000	1.000.000
	150.000	150.000			150.000	150.000
	150.000	150.000			150.000	150.000
Finlande	5.000.000	5.000.000	1.000.000	3.000.000	1.000.000	5.000.000
	2.500.000	2.500.000		2.500.000		2.500.000
France	3.000.000	3.000.000	1.200.000	1.200.000	600.000	3.000.000
	6.000.000	6.000.000	6.000.000			6.000.000
Allemagne	3.000.000	3.000.000	1.200.000	1.200.000	600.000	3.000.000
	48.000.000	48.000.000	38.400.000		9.600.000	48.000.000
	3.000.000	3.000.000			3.000.000	3.000.000
	100.000.000	100.000.000			100.000.000	100.000.000
	3.500.000	3.500.000			3.500.000	3.500.000
	25.000.000	25.000.000	25.000.000			25.000.000
	42.500.000	42.500.000	30.500.000		12.000.000	42.500.000
Grèce	50.000	50.000			50.000	50.000
Hongrie	700.000	700.000		700.000		700.000
	8.750.000	8.750.000			8.750.000	8.750.000
Irlande	3.000.000	3.000.000		3.000.000		3.000.000
	3.000.000	3.000.000	1.200.000	1.200.000	600.000	3.000.000
	9.000.000	9.000.000	3.600.000	3.600.000	1.800.000	7.450.000
Italie	10.000.000	10.000.000	4.000.000	5.000.000	1.000.000	10.000.000
	7.000.000	7.000.000	7.000.000			7.000.000
	15.000.000	15.000.000	15.000.000			15.000.000
	50.000.000	50.000.000	50.000.000			50.000.000
	10.000.000	10.000.000			10.000.000	10.000.000

I = Pays	Contributions promises	Contributions certifiées				Contributions reçues
	TOTAL	TOTAL	Attribution par fenêtre			31/12/2019
			SAH (A)	HOA (B)	NOA (C)	Total
Italie	10.000.000	10.000.000	10.000.000			10.000.000
	2.000.000	2.000.000	2.000.000			2.000.000
	2.000.000	2.000.000		2.000.000		2.000.000
	6.000.000	6.000.000	6.000.000			6.000.000
	11.000.000	11.000.000	8.000.000		3.000.000	11.000.000
Lettonie	50.000	50.000	20.000	20.000	10.000	50.000
	250.000	250.000			250.000	250.000
	300.000	300.000			300.000	300.000
Lituanie	50.000	50.000	20.000	20.000	10.000	50.000
	150.000	150.000			150.000	150.000
	200.000	200.000			200.000	200.000
Luxembourg	3.100.000	3.100.000	3.000.000	100.000		3.100.000
	1.000.000	1.000.000	800.000		200.000	1.000.000
Malte	250.000	250.000		125.000	125.000	200.000
	75.000	75.000			75.000	50.000
	150.000	150.000			150.000	150.000
Pays-Bas	15.000.000	15.000.000	3.000.000	12.000.000		15.000.000
	1.362.000	1.362.000		1.362.000		1.362.000
	10.000.000	10.000.000			10.000.000	10.000.000
Norvège	3.593.344	3.593.344	1.113.936,65	2.479.407,37		3.593.344
	5.272.037	5.272.037	1.581.611,14	1.581.611,14	2.108.815	5.272.037
	6.287.002	6.287.002	2.095.667,21	2.095.667,21	2.095.667	6.287.002
	6.195.595	6.195.595	2.065.198,31	2.065.198,31	2.065.198	6.195.595
Pologne	1.100.000	1.100.000		1.100.000		1.100.000
	7.070.136	7.070.136			7.070.136	7.070.136
	2.380.612	2.380.612			2.380.612	2.380.612
Portugal	250.000	250.000	100.000	100.000	50.000	250.000
	200.000	200.000	80.000	80.000	40.000	200.000
	1.350.000	1.350.000	675.000		675.000	1.350.000
	3.200.000	3.200.000	1.600.000		1.600.000	3.200.000
Roumanie	100.000	100.000	40.000	40.000	20.000	100.000
Slovaquie	500.000	500.000	200.000	40.000	20.000	500.000
	100.000	100.000		200.000	100.000	100.000
	1.000.000	1.000.000		100.000		1.000.000
	8.250.000	8.250.000			1.000.000	8.250.000
	500.000	500.000	500.000		8.250.000	500.000
Slovénie	50.000	50.000	20.000			50.000
	50.000	50.000	20.000	20.000	10.000	50.000
	30.000	30.000	30.000	20.000	10.000	30.000
Espagne	3.000.000	3.000.000	1.200.000			3.000.000
	6.000.000	6.000.000	6.000.000	1.200.000	600.000	6.000.000
Suède	3.000.000	3.000.000	1.200.000			3.000.000
	3.000.000	3.000.000		1.200.000	600.000	3.000.000
	92.584	92.584		3.000.000		92.584
	5.689.200	5.689.200		92.584		2.844.600
Suisse	4.100.000	4.100.000	1.640.000	5.689.200		4.100.000
Royaume-Uni	3.000.000	3.000.000		1.640.000	820.000	2.400.000
	3.000.000	3.000.000		3.000.000		2.000.000
	7.500.000	7.500.000	3.500.000		3.000.000	7.500.000
<b>Total de la contribution extérieure</b>	<b>590.453.052</b>	<b>590.453.052</b>	<b>259.100.415</b>	<b>94.436.035</b>	<b>236.916.602</b>	<b>569.663.520</b>

Tableau 5. Contributions au fonds fiduciaire de l'UE au titre des budgets de l'UE et du FED (€)

I = Programme	Contributions promises	Contributions certifiées				Contributions reçues
	Toutes les fenêtres	Toutes les fenêtres	Attribution par fenêtre			31/12/2019
			SAH (A)	HOA (B)	NOA (C)	Total
Réserve du 11ème FED (38-801)	1.000.000.000	1.000.000.000	666.666.667	333.333.333		703.513.800
RIP West Africa 11ème FED (38-801)	200.000.000	200.000.000	200.000.000			200.000.000
RIP Central Africa 11ème FED (38-811)	10.000.000	10.000.000	10.000.000			10.000.000
RIP EASAI0 11ème FED (38-807)	50.000.000	50.000.000		50.000.000		50.000.000
NIP ET 11ème FED (38-807)	30.000.000	30.000.000		30.000.000		30.000.000
DG NEAR (admin credits)*	500.000	500.000			500.000	500.000
DG NEAR - C(2016)3505**; C(2017)2453; C(2017)8287; C(2019)3480	320.000.000	318.811.675			318.811.675	30.000.000
DG NEAR - C(2016)7277	25.000.000	25.000.000			25.000.000	25.000.000
DG ECHO (C(2015)8936)**; C(2016) 8795	50.000.000	40.000.000	16.000.000	16.000.000	8.000.000	20.000.000
SSP SS FED (38-815)	86.400.000	86.400.000		86.400.000		86.400.000
El Nino Horn of Africa DCI FOOD (39-550)	23.000.000	23.000.000		23.000.000		23.000.000
El Nino Horn of Africa - Réserve du 11ème FED (39-736; C(2016)6843)	43.500.000	43.500.000		43.500.000		43.500.000
El Nino SAHEL DCI FOOD (C(2016)5207;39-550; contract n°2017/383-433)	10.000.000	10.000.000	10.000.000			10.000.000
El Nino SAHEL FED (C(2016)6843; 39-650; contrat n°2017/383-426)	25.000.000	25.000.000	25.000.000			
DCI DEVCO B - MIGR (38-974)**	25.000.000	25.000.000	10.000.000	10.000.000	5.000.000	25.000.000
Sudan Special Measure FED (39-789)	100.000.000	100.000.000		100.000.000		100.000.000
Réserve du 11ème FED (39-883)	500.000.000	500.000.000	368.000.000	132.000.000		
DCI PANAF (38-855)	25.000.000	25.000.000	10.000.000	10.000.000	5.000.000	25.000.000
RIP EASAI0 - IGAD Peace and Security envelope EDF (C(2017)2395;386-661)	45.000.000	45.000.000		45.000.000		

I = Programme	Contributions promises	Contributions certifiées (€)				Contributions reçues
	Toutes les fenêtres	Toutes les fenêtres	Allocated by window			31/12/2019
			SAH (A)	HOA (B)	NOA (C)	Total
NIP Somalia FED (039-896)	200.000.000	200.000.000		200.000.000		
DG HOME AMIF	130.000.000	130.000.000	10.000.000	10.000.000	110.000.000	5.000.000
DCI MIGRATION (C(2017)6275)	230.000.000	230.000.000	140.000.000	60.000.000	30.000.000	100.000.000
DCI MIGRATION (C(2018)7642)	29.500.000	29.500.000	20.500.000	9.000.000		
DCI Food (C(2017)8765)	10.000.000	10.000.000		10.000.000		10.000.000
EDF Special Support Programme for South Sudan (C(2017)8337)	24.533.858	24.533.858		24.533.858		
EDF Special Support Programme for South Sudan (C(2017)8337) (2019 Rider)	4.906.772	4.906.772		4.906.772		
Réserve du 11ème FED C(2018)4437	500.000.000	500.000.000	375.000.000	125.000.000		
RIP and NIP 11ème FED C(2018) 5491	150.000.000	150.000.000		150.000.000		
NIP for Eritrea (FED) C(2019)2960	180.000.000	180.000.000		180.000.000		
DG NEAR - C(2018)8220	27.733.626	27.733.626			27.733.626	
DG NEAR (2019) 8959	50.717.716	50.717.716			50.717.716	
<b>Contribution totale de la CE</b>	<b>4.105.791.972</b>	<b>4.094.603.647</b>	<b>1.861.166.667</b>	<b>1.652.673.963</b>	<b>580.763.017</b>	<b>1.496.913.800</b>

Total I+II	Contributions promises	Contributions certifiées (€)				Contributions reçues (€)
		Toutes les fenêtres	SAH (A)	HOA (B)	NOA (C)	
	4.696.245.024	4.685.056.699	2.120.267.082	1.747.109.999	817.679.619	2.066.577.320

III = Intérêts générés par les fonds reçus sur le compte bancaire du fonds fiduciaire						
2015 Intérêts Bancaires						2.292
2016 Q1 & Q2 Intérêts Bancaires						44.675
2016 Q3 & Q4 Intérêts Bancaires						7.460
2017 Q1 & Q2 Intérêts Bancaires						586
2017 Q3 & Q4 Intérêts Bancaires						1.046
2018 Q1 & Q2 Intérêts Bancaires						1.288
2018 Q3 & Q4 Intérêts Bancaires						597
2019 Q1 & Q2 Intérêts Bancaires						588
2019 Q3 & Q4 Intérêts Bancaires						À CONFIRMER AU 1ER TRIMESTRE 2020
Intérêts cumulés générés par les fonds reçus sur le compte bancaire du fonds fiduciaire						58.530
<b>Total I+ II+III</b>						<b>2.066.635.850</b>

## 3.2 Montants du FFUE pour l'Afrique versés pendant la période considérée

Le tableau ci-dessous indique les montants payés au cours de la période considérée par modalité d'exécution budgétaire.

Table 6. Total des montants payés en 2019

	N°. de paiements	%	Montants payés (EUR)	%
01. Subventions en gestion directe	124	28%	194.965.830	21%
02. Appui budgétaire	8	2%	104.025.000	11%
03. Passation de marchés en gestion directe	159	36%	51.014.153	6%
04. Gestion indirecte avec des organisations internationales	60	14%	311.179.436	34%
06. Gestion indirecte avec des agences de Développement	55	13%	195.761.445	22%
10. Autres Contrats/Paiements	6	1%	38.529.541	4%
12. Budget UE - Délégations transversales à d'autres DGs	27	6%	13.219.900	1%
<b>Total des dépenses:</b>	<b>439</b>	<b>100%</b>	<b>908.695.304</b>	<b>100%</b>

## 3.3 Administration du Fonds Fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique

En ce qui concerne les coûts administratifs du FFUE pour l'Afrique (pour couvrir les salaires et les coûts liés à la rémunération, aux missions et autres frais), un montant de 12 435 997 euros avait été prévu pour 2019 et 11 288 929\* euros ont été dépensés par la Commission (Budget Général de la DG DEVCO) durant l'année. Le solde non dépensé en 2019 sera transféré au budget 2020.

Table 7. Estimation des coûts administratifs en 2019\* (EUR)

Prévisions pour 2019	12.435.997
Coûts estimés:	
a) Salaires du personnel temporaire au siège de l'UE et dans les délégations de l'UE;	8.088.741
b) Dépenses d'appui associées au contrats du personnel (par ex. missions, formation, IT, infrastructure pour les délégations de l'UE);	3.200.188
c) Autres coûts nécessaires pour la gestion générale du FFUE	
<b>Total des coûts estimés</b>	<b>11.288.929</b>
<b>Solde estimé</b>	<b>1.147.068</b>

\*Les valeurs finales ne sont pas disponibles au moment de la publication



## CHAPITRE 4

# GESTION ET CONTRÔLE INTERNE



Le FFUE pour l'Afrique fonctionne avec le même système général de contrôle interne défini par la Commission.

Il a été décidé que le Règlement Financier de l'UE et les règles et procédures élaborées par la Direction Générale de la Coopération Internationale et du Développement (DG DEVCO) de la Commission européenne pour la gestion et l'exécution de ses opérations sont également applicables au FFUE pour l'Afrique.

Pour la fenêtre de l'Afrique du Nord, la Direction générale du Voisinage et des Négociations d'Elargissement (DG NEAR) bénéficie d'une sous-délégation de la DG DEVCO afin que le Règlement Financier de l'UE et les règles et procédures développées par celle-ci pour la gestion et l'exécution de ses opérations soient applicables à cette fenêtre.

Une fois approuvées par le Comité Opérationnel, les actions sont mises en œuvre conformément aux procédures de mise en œuvre prévues par les règles et règlements applicables de la Commission, comprenant celles applicables au FED.

Conformément à l'Accord Constitutif du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique et compte tenu de son objectif d'opérer dans une situation de crise et d'après-crise, des procédures souples adaptées à l'environnement local sont utilisées pour garantir que le FFUE soit efficace et adapté aux besoins identifiés. Ces procédures sont conformes aux dispositions du Règlement Financier et sont définies dans les guides financiers la DG DEVCO et de la DG NEAR. Leur utilisation doit être justifiée au cas par cas. Un registre des exceptions, dérogations et autorisations préalables accordées au titre du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique ainsi que des cas de non-conformité détectés pendant l'année est tenu.

La mise en œuvre des projets est prévue en gestion directe lorsque le Fonds Fiduciaire de l'UE pour l'Afrique est l'autorité contractante et signe les contrats d'achat et de subvention ou en gestion indirecte lorsque la mise en œuvre du projet est déléguée à un tiers, à une agence d'un État membre de l'UE ou à une organisation internationale. Les entités candidates auxquelles seront confiées des tâches d'exécution du budget doivent démontrer un niveau de gestion financière et de protection des intérêts financiers de l'UE équivalent à celui de la Commission. Les organisations internationales et les agences des États membres doivent fournir des déclarations de gestion sur l'utilisation des fonds qui leur sont confiés.

Des contrôles ex-ante sont effectués par le personnel du Fonds Fiduciaire de l'UE pour toutes les opérations/transactions effectuées dans le cadre du FFUE pour l'Afrique.

Conformément aux modèles contractuels et à la politique d'audit de la DGDEVCO et de la DG NEAR, des audits/vérifications des dépenses sont prévus dans les contrats ou peuvent être lancés par le FFUE pour l'Afrique de sa propre initiative sur la base d'une analyse des risques.

Le FFUE est inclus dans Plan d'Audit Annuel de la Direction Générale. Un total de 22 contrats/projets dans le cadre du FFUE ont été sélectionnés pour un audit et/ou une vérification financière lors du Plan d'Audit Annuel de la DG DEVCO en 2019. Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique est également inclus dans l'exercice "Taux d'erreur résiduel" (contrôles ex-post), tout comme d'autres programmes/instruments gérés par la DG DEVCO et la DG NEAR.

Les comptes du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique font également l'objet d'un audit externe annuel.

Les managers du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique tiennent compte des rapports et recommandations des différents organes de contrôle, notamment du IAS et de la Cour des comptes, afin de fournir une évaluation de l'efficacité des processus de gestion des risques, de contrôle et de gouvernance, en plus des résultats des audits réalisés au niveau des contractants/bénéficiaires.

L'Office européen d'antifraude (OLAF) exerce, sur l'ensemble du Fonds Fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, incluant donc ses organes de gouvernance ainsi que les représentants des donateurs et des observateurs participant à ces organes, les mêmes pouvoirs que pour les autres activités de la Commission.





## 4.1 Résultats du contrôle

Efficacité du contrôle en ce qui concerne la légalité et la régularité

### *Résultats des contrôles ex ante*

Fin 2019, les contrôles ex ante avaient détecté un total de 12,6 millions d'euros de dépenses qui étaient inéligibles, soit moins de 2% du total des décaissements de l'année.

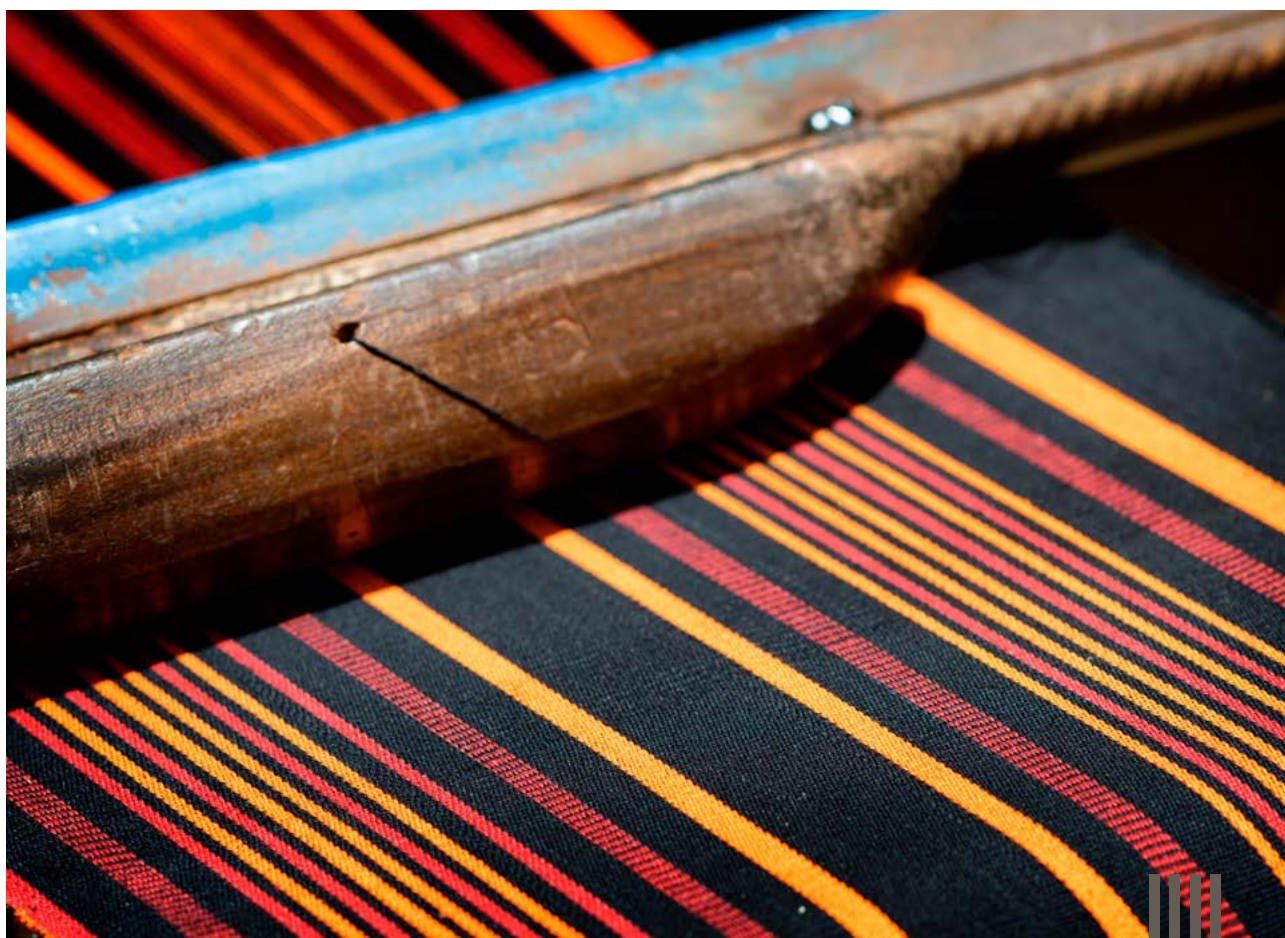
### *Résultats des audits externes*

L'audit externe annuel des comptes du Fonds Fiduciaire de l'UE pour l'Afrique pour l'année 2018 a été conclu de manière satisfaisante.

En ce qui concerne l'année 2019, un audit externe des comptes est actuellement en préparation.

### *Prévention et détection de la fraude*

Les fonds fiduciaires de l'UE sont inclus dans la stratégie antifraude de la DG de l'ordonnateur compétent. Par conséquent, le Fonds Fiduciaire de l'UE pour l'Afrique est soumis à la compétence de l'OLAF en matière de lutte antifraude et les règles de l'OLAF concernant la gestion des informations y afférentes s'appliquent.



## 4.2 Observations et recommandations de l'IAS/CCE

Un audit de performance du Fonds Fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a été lancé par la Cour des comptes européenne (CCE) début novembre 2017 et le rapport final a été publié fin 2018.

Dans ses principales conclusions, la CCE a reconnu que le FFUE pour l'Afrique est un instrument souple qui fait face à des défis sans précédent et que, par rapport aux instruments traditionnels, le Fonds Fiduciaire de l'UE pour l'Afrique est plus rapide dans l'élaboration et le lancement des projets et qu'il a réussi à accélérer la signature des contrats et le versement des avances. La CCE indique toutefois que les projets sont confrontés à des défis similaires à ceux des instruments traditionnels qui retardent leur mise en œuvre.

La CCE a formulé certaines recommandations visant à :

- ▶ améliorer la qualité des objectifs du Fonds Fiduciaire de l'UE pour l'Afrique,
- ▶ réviser la procédure de sélection des projets,
- ▶ prendre des mesures pour accélérer la mise en œuvre,
- ▶ améliorer le suivi du Fonds Fiduciaire de l'UE pour l'Afrique.

Le Fonds Fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a accueilli favorablement les recommandations de la CCE et prend les mesures appropriées pour les mettre en œuvre.

En ce qui concerne le Service d'Audit Interne de la Commission (IAS), un examen du Fonds Fiduciaire de l'UE pour l'Afrique n'a pas encore été effectué.



## 4.3 Évaluation de l'efficacité des systèmes de contrôle interne

Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique fonctionne dans le cadre du système général de contrôle interne défini par la Commission. Dans ce cadre, le FFUE a mis en place la structure organisationnelle et les systèmes de contrôle interne appropriés à la réalisation des objectifs de politique et de contrôle, conformément aux normes et compte tenu des risques liés à l'environnement dans lequel il opère.

Le suivi de la conformité et de l'efficacité des systèmes de contrôle interne a été assuré en permanence par les gestionnaires du FFUE et ajusté et complété si nécessaire.

Les exceptions, les dérogations, les autorisations préalables et les cas de non-conformité survenus au cours de la période considérée ont été enregistrés et documentés.

Étant donné que des procédures souples s'appliquent d'office pour le FFUE, des exceptions et des dérogations sont appliquées selon les besoins lorsqu'elles sont justifiées. Cela comprend les dérogations aux règles de nationalité et d'origine ainsi qu'une réduction du délai de présentation des offres. Les approbations pour les attributions directes de subventions ou les procédures négociées de marchés de services

ont également été appliquées dans des cas justifiés. La majorité de ces procédures souples sont de préférence identifiées ab initio et donc contenues dans le document d'action de chaque programme respectif qui est soumis à l'approbation du Comité opérationnel compétent du FFUE.

Peu de cas d'événements non conformes ont été détectés (par exemple, signature d'un accord avant la constitution finale des fonds). Ils ont toutefois été identifiés, dûment corrigés et signalés.

Les gestionnaires du FFUE ont pris les mesures appropriées pour veiller à ce que les intérêts financiers de l'Union et des donateurs soient protégés par l'application de mesures préventives contre les irrégularités et la fraude, par des contrôles efficaces et, si des irrégularités ou une fraude sont détectées, par le recouvrement des montants indûment versés. Les contrats et accords signés avec des tiers autorisent la Commission Européenne à effectuer des contrôles sur place, à suspendre les paiements et la mise en œuvre des actions lorsque des irrégularités ou des fraudes graves sont constatées et à appliquer, le cas échéant, des sanctions contractuelles efficaces, proportionnées et dissuasives.



# ANNEXES



## Annexe I: Liste des programmes adoptés en 2019 (€)

Sahel & Lac Tchad				
Pays	Nom de l'Action	Montant	Co-financement	Partenaire de mise en œuvre
<b>Comité opérationnel - Avril</b>				
Burkina Faso	Appui budgétaire pour la mise en œuvre du Programme d'Urgence Sahel du Burkina Faso   RIDER	30.000.000		Pays Partenaire (Appui budgétaire)
Ghana	Strengthening Border Security in Ghana	5.000.000		ICMPD
	Boosting green employment and enterprise opportunities in Ghana	20.000.000	500.000 (SNV) 100.000 (UNCDF)	UNCDF SNV
Mali	Programme Jeunesse et Stabilisation – PROJES – régions du centre du Mali   RIDER	5.000.000		GIZ
	ADEL – Appui au Développement Economique Local et à la prévention des conflits dans les régions de Tombouctou et Gao	13.000.000		LUXDEV
Niger	Équipe Conjointe d'Investigation (ECI-NIGER) pour la lutte contre les réseaux criminels liés à l'immigration irrégulière, la traite des êtres humains et le trafic des migrants   RIDER	5.500.000		FIAPP
Régional	Protection and sustainable solutions for migrants and refugees along the Central Mediterranean route   RIDER	30.000.000		IOM
	Programme d'Appui au G5 pour la Sécurité au Sahel (PAGS) Phase II	10.000.000		Civipol Conseil
	Contribution au financement de l'Unité de Coordination de l'Alliance Sahel (UCA)	2.000.000	2.000.000 (BMZ)	GIZ
<b>Comité opérationnel - Décembre</b>				
Régional	Protection and sustainable solutions for migrants and refugees along the Central Mediterranean route   RIDER	25.000.000	4.500.000 (UNHCR)	OIM HCR
	Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel   RIDER	45.230.946		ONGs
<b>Procédures écrites</b>				
Guinea	Contrat de réforme sectorielle / Appui à la réforme de l'Etat Civil en Guinée	30.000.000		Pays Partenaire (Appui budgétaire)
	Partenariat Opérationnel Conjoint pour renforcer le contrôle des frontières et la sécurisation de l'identité	8.000.000		Civipol Conseil
Régional	Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel   RIDER	23.349.096		ONGs
	GAR-SI SAHEL (Groupes d'Action Rapides – Surveillance et Intervention au Sahel)   RIDER	25.000.000		FIAPP
	EU Support to the United Nations Development Programme (UNDP) 'Regional Stabilisation Facility for Lake Chad' (RSF)	5.000.000		PNUD
	Appui aux forces de sécurité des pays membres du G5 Sahel pour la lutte contre l'impunité et le renforcement de leurs liens avec les populations	20.000.000		DIHR HRC
<b>MONTANT DES NOUVELLES ACTIONS</b>				<b>113.000.000</b>
<b>MONTANT TOTAL APPROUVE (riders INCLUS)</b>				<b>302.079.592</b>

Corne de l'Afrique				
Pays	Nom de l'Action	Montant	Co-financement	Partenaire de mise en œuvre
<b>Comité opérationnel - Mai</b>				
Ethiopie	Stability and socio-economic development for vulnerable and marginalised communities in the Tigray region of Ethiopia	6.000.000		à déterminer
	Promoting stability and strengthening basic service delivery for host communities and displaced population in Gambella Regional State (GRS) of Ethiopia	8.000.000		à déterminer
Kenya	Conflict Prevention, peace, and economic opportunities for the youth   RIDER	1.000.000		RUSI
	Kenya-EU Partnership for the implementation of the Kenya CVE strategy   RIDER	500.000		Gouvernement du Kenya
Soudan	HDN: Strengthening a Decentralized Health System for protracted displaced populations in North and South Darfur (HealthPro)	15.000.000		AICS
Soudan du Sud	Support to health services in South Sudan	15.000.000		DFID
	Outreach – Support to students in hard to reach areas in South Sudan	15.000.000		à déterminer
Régional	Better Migration Management Programme Phase II	30.000.000	5.000.000 BMZ	GIZ
	CRRF DIRECT - Displacement responses through regional cooperation and technical exchange	9.000.000		ONGs (à déterminer)
<b>Comité opérationnel - Décembre</b>				
Érythrée	Reconnecting Eritrea and Ethiopia through rehabilitation of the main arterial roads in Eritrea – Phase 2	60.000.000		UNOPS
	Sustainable Job Creation and Growth for Increased Food Security and Resilience in Eritrea	30.000.000	903.000 UNDP	UNDP
	Strengthening Eritrea's National Statistics and Macro-economic Statistics Systems (SENSS)	5.000.000	1.000.000 UNDP	UNDP
Kenya	Regional Development and Protection Programme in Kenya: Support to the Kalobeyei Development Programme   RIDER	7.600.000		à déterminer
Somalie	Enhancing security and the rule of law in Somalia   RIDER	5.000.000		UNOPS
Soudan	EU support for a Social Protection System in Sudan	35.000.000		UNICEF, ILO, BM
Soudan du Sud	Technical Cooperation Facility for South Sudan 2018-2020   RIDER	1.000.000		à déterminer
	Rural Development: feeder roads to strengthen the livelihoods and resilience of rural communities	16.000.000		à déterminer
	Women Empowerment	5.000.000		ONGs (à déterminer)
Ouganda	Response to Increased Environmental Degradation and Promotion of Alternative Energy Sources in Refugee Hosting Districts	10.000.000		ONGs
Regional	Facility on Sustainable and Dignified Return and Reintegration in support of the Khartoum Process   RIDER	10.000.000		OIM

Corne de l'Afrique				
Pays	Nom de l'Action	Montant	Co-financement	Partenaire de mise en œuvre
Procédures écrites				
Érythrée	Reconnecting Eritrea and Ethiopia through rehabilitation of the main arterial roads in Eritrea	20.000.000		UNOPS
Soudan	EU OPM Sudan – Support to the Office of the Prime Minister	7.000.000		à déterminer
Régional	Delivering durable solutions to forced displacement in the IGAD region through the implementation of the global compact on refugees (GCR)	3.000.000		IGAD
	Enhancing protection, lifesaving assistance and sustainable solutions for evacuees from Libya through the Emergency Transit Mechanism in Rwanda	10.300.000	13.417.777 UNHCR	HCR
<b>MONTANT DES NOUVELLES ACTIONS</b>				<b>299.300.000</b>
<b>MONTANT TOTAL APPROUVE (riders INCLUS)</b>				<b>324.400.000</b>
Afrique du Nord				
Pays	Nom de l'Action	Montant	Co-financement	Partenaire de mise en œuvre
Comité opérationnel - Juillet				
Libye	TOP UP: Managing mixed migration flows: Enhancing protection and assistance for those in need in Libya	23.000.000	2.213.979 (UNHCR)	HCR, UNFPA, CESVI, IMC
	TOP UP: Strengthening Local Capacities for Resilience and Recovery	18.000.000		PNUD
Régional	MEETAfrica   Mobilisation européenne pour l'entrepreneuriat en Afrique - Phase 2	5.000.000	3.500.000 (AFD)	Expertise France
	DEV-pillar of the Regional Development and Protection Programme in the North of Africa – Phase III	12.000.000		ONGs
	Enhancing self-reliance and access to rights for refugees and asylum-seekers in North Africa	11.500.000	3.608.400 (UNHCR)	HCR
	Top up to Technical Cooperation Facility (TCF)	3.500.000		Prestataire de services
Comité opérationnel - Décembre				
Libya	Scale up of programme "Managing mixed migration flows in Libya" - local governance and socio-economic development pillar	17.000.000	3.000.000 (BMZ) 500.000 (UNICEF)	GIZ
Morocco	Appui aux actions des autorités marocaines sur la gestion des flux migratoires, y inclus le renforcement de la gestion intégrée des frontières, la lutte contre les réseaux facilitant les flux migratoires irréguliers pour améliorer la protection des migrants et la sensibilisation des jeunes aux risques de la migration irrégulière	101.750.000		Pays Partenaire (Appui budgétaire)
Regional	Top up to Voluntary Humanitarian Return and Reintegration Assistance	24.000.000		OIM
	Towards a Holistic Approach to Labour Migration Governance and Labour Mobility in North Africa   RIDER	5.000.000		ENABEL
Procédures écrites				
Morocco	Support to integrated border and migration management in Libya   RIDER	4.000.000		FIIAPP
<b>MONTANT DES NOUVELLES ACTIONS</b>				<b>215.750.000</b>
<b>MONTANT TOTAL APPROUVE (riders INCLUS)</b>				<b>224.750.000</b>
<b>GRAND TOTAL - MONTANT DES NOUVELLES ACTIONS</b>				<b>628.050.000</b>
<b>GRAND TOTAL - MONTANT TOTAL APPROUVE (riders INCLUS)</b>				<b>851.229.592</b>

Annexe II: Contrats signés en 2019 par fenêtre et par pays

Pays	Nombre de contrats	Montant (millions d'euros)
<b>Sahel &amp; lac Tchad</b>	<b>84*</b>	<b>397,0</b>
Burkina Faso	2	1,1
Gambie	1	2,0
Ghana	3	24,6
Guinée	2	10,7
Mali	4	18,8
Mauritanie	5	40,0
Niger	5	27,3
Nigeria	1	0,0
Ouganda	4	1,0
Sénégal	3	9,1
Tchad	7	11,0
Régional	47	251,4
<b>Corne de l'Afrique</b>	<b>77</b>	<b>213,9</b>
Djibouti	4	0,1
Érythrée	1	19,9
Ethiopie	15	51,8
Kenya	3	0,1
Ouganda	1	9,0
Somalie	7	14,8
Soudan	11	28,3
Soudan du Sud	7	31,6
Régional	28	58,3
<b>Afrique du Nord</b>	<b>13</b>	<b>256,6</b>
Égypte	1	27,0
Libye	2	18,0
Maroc	2	144,0
Régional	8	67,6
<b>Grand Total</b>	<b>174</b>	<b>867,6**</b>

\*Contrats opérationnels uniquement, sans modification des anciens contrats

\*\*Ce montant, ainsi que les modifications apportées aux anciens contrats et à tous les contrats administratifs, porte le montant total des contrats opérationnels et administratifs signés au 31 Décembre 2019 à 3.513 millions d'euros.



Annexe III: Contrats signés avec des agences des États membres

Pays	Montant (€)
Allemagne	284.038.500
Autriche	48.020.000
Belgique	93.681.000
Croatie	50.000
Espagne	158.620.804,9
France	262.893.650,8
Grèce	298.000
Hongrie	245.000
Irlande	110.000
Italie	151.957.127,3
Luxembourg	56.955.000
Norvège	150.000
Pays-Bas	48.705.000
Portugal	5.810.000
République tchèque	210.000
Roumanie	660.000
Royaume-Uni	62.496.300
Slovaquie	1.900.000
Suède	418.110
<b>Total</b>	<b>1.177.218.492,0</b>

Annexe IV: Contrats signés avec des organismes des Nations Unies

Organization	Amount (€)
FAO	57.811.293
FIDA	9.750.000
FNUAP	5.000.000
HCR	126.900.000
ITC	38.000.000
OIM	389.476.914
OIT	28.200.000
OMS	1.000.000
PAM	34.843.981
PNUD	63.506.082
PNUE	10.000.000
UN Habitat	12.000.000
UNCDF	9.940.000
UNICEF	52.029.149
UNIDO	10.750.000
UNODC	15.105.930
UNOPS	36.900.000
<b>Total</b>	<b>901.213,349</b>



**Numéro de catalogue:** MN-BE-20-001-FR-N

**ISBN:** 978-92-76-17575-9

**doi:** 10.2841/98888

**ISSN:** 2599-6193